lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE | PARAIT LE MARDI | N° 196 — SEMAINE DU 30 MAI AU 5 JUIN 1972 | PRIX : 2 F

Face à Chaban et Pompidou

Pour montrer la puissance de la classe ouvrière

TOUS EN GREVE

LE 7 JUIN

courrier des lecteurs

Pas de politique dans les lycées ?

On parle beaucoup de la trop grande politisation dans les lycées. Les proviseurs s'affolent et crient au scandale parce que les élèves s'intéressent à tous ce qui les entoure. Mais il est une propagande très insidieuse qui est orchestrée par l'Administration. Pour témoin cette feuille (ci-jointe) où le Rotary Club convie les jeunes à une « réunion mondaine ».

Le Rotary Club est un organisme où les grands bourgeois des villes de province se réunissent et organisent entre eux des réceptions. Ce club se dit « apolitique », mais on y retrouve les partisans du gouvernement. Il faut, pour y être admis, avoir aussi un certain standing : la cotisation annuelle est de 1.000 F minimum.

Les surveillants d'un lycée ont été obligés de distribuer aux élèves cette feuille.

Et on va dire après que l'Administration est neutre et refuse toute politique dans les lycées ? C'est dans ce même lycée qu'un militaire est venu faire une conférence sur l'armée avec présence obligatoire des élèves.

La droite, bénie par les chefs d'établissement a la possibilité de faire sa propagande auprès des élèves, masquée sous « les petits fours et les rafraîchissements ».

Les professeurs et les surveillants sont prêts à riposter.

B.M. (Rouen)

Invitation

Le Rotary Club de Bernay organisera le mercredi 12 avril, à 20 h 30, ainsi qu'il le fait depuis neuf ans, une soirée réservée aux étudiants du secondaire, de la troisième jusqu'en terminale.

Vous êtes cordialement invités, ainsi que vos parents s'ils le désirent, à cette rencontre au cours de laquelle des rafraîchissements seront servis.

Nous ne prétendons pas nous substituer à vos professeurs ou aux organismes qualifiés pour reconnaître ou éveiller en vous une vocation mais vous faire toucher du doigt ce qu'est l'exercice d'une profession ou d'un métier. A cet effet, vous pourrez dialoguer avec des représentants de professions commerciales et industrielles, des techniciens, des artisans, fonctionnaires, ingénieurs, bref des praticiens de toutes professions intellectuelles et manuelles masculines et féminines. Ces hommes et ces femmes de toutes origines sont invités par notre Club pour satisfaire votre curiosité et répondre à vos questions.

Au-delà de cette réunion, nous serons en mesure d'organiser pour vous une visite ou un stage dans une entreprise ou toute affaire choisie par vous.

Cette soirée intéresse les étudiants de Bernay, Broglie, Thiberville, Beaumont-le-Roger (C.E.G.) et Brionne (C.E.S. et C.S.T.). Pour ces deux dernières villes des voitures pourront prendre des invités à 20 h précises :

— à Brionne, devant le C.E.S.,

— à Beaumont-le-Roger, devant le C.E.G.

Le président.

Bordeaux : propagande électorale et bonnes affaires

Chaban-Delmas multiplie dans sa circonscription visites, subventions, à des personnes ou groupements faisant sa propagande. C'est ainsi que sous prétexte de rénovation du quartier Saint-Pierre, une société déclarée amicale, sans but lucratif (loi de 1901), reçoit périodiquement des subventions importantes votées sur proposition de Chaban, grand maître, par son conseil municipal, de la mairie, et de la communauté urbaine. Cette société est chargée de constituer les dossiers des maisons, conduire les travaux, en régler le coût. Les propriétaires d'immeubles voient ainsi la loi de 1948 tournée à leur profit, les loyers augmenter sans bourse délier, les locataires chassés quel que soit leur âge...

Quant à cette société, dénommée P A C T, il serait curieux de connaître le montant de ses impôts pour toutes ces opérations, quand on sait que les petits commerçants et artisans ne sont pas oubliés...

Quoi qu'il en soit, la société précitée, ayant commencé (sans but lucratif) dans un grenier en 1957, possède plusieurs immeubles, dont un immense, à son siège, moderne... tout confort. Chaban se rend périodiquement inaugurer des sièges nouveaux de la société précitée.

Quant aux assistantes familiales, triées sur les mêmes directives, elles font auprès des vieux secourus une active propagande, selon quoi Chaban seul porterait aide à leur situation.

F. (Bordeaux)

Les problèmes des femmes font-ils partie des luttes révolutionnaires ?

Je lis Lutte Ouvrière **chaque mardi, et aujourd'hui j'ai été surprise de ne pas trouver une seule ligne à propos des journées « crimes contre les femmes », journées qui se sont tenues à la Mutualité les 13 et 14 mai et auxquelles de nombreuses personnes ont participé. Je ne comprends pas tellement pourquoi vous n'en parlez pas. Il me semble que c'est relativement important, à moins que le problème des femmes ne fasse pas partie des « luttes révolutionnaires » alors là, évidemment, je n'ai plus rien à dire.**

En tout cas, malgré quelques excès, quelques manques, il s'y est dit des choses, à mon modeste avis, très intéressantes. J'ai été notamment intéressée par les témoignages des mères célibataires sur leurs conditions de vie dans les hôtels maternels, les agissements de la D.A.S.S. (Direction de l'Action Sociale et Sanitaire) des conditions dans lesquelles les femmes accouchent dans les hôpitaux, des problèmes de contraception, avortement (emprisonnement d' a v o r t é e s, etc.). Pour moi, il va de soi qu'hommes et femmes soient intéressés par ces problèmes, entre autres.

Vous ne semblez pas apparemment, être de cet avis, d'où ma surprise. Je vous signale en passant que je ne milite pas au M.L.F. du moins jusqu'à ce jour.

Je vous signale malgré tout que vous avez des lecteurs hommes ou femmes que cela aurait intéressé, qui n'ont pas pu se rendre à ces journées.

Est-ce de la ségrégation ? Je suppose que non, mais j'aimerais bien comprendre ; aussi j'espère que vous pourrez me répondre.

H.I. (77-Boissy-en-Brie)

Nous n'avons pas consacré d'articles aux journées « crimes contre les femmes » pour la simple raison que nous n'y avons pas été invités, même au simple titre de journalistes. La presse bourgeoise a, semble-t-il, été mieux traitée, et a pu ainsi en rendre compte. Nous n'avons pas eu, pour notre part, à nous poser le problème de savoir si cela en valait la peine pour nos lecteurs, n'ayant appris l'existence de ces journées, comme tout le monde, que par la lecture des comptes rendus parus ici et là.

Ceci dit, nous ne comprenons guère que tu puisses te poser la question de savoir si L.O. *juge important de parler des problèmes des femmes, si réellement tu nous lis régulièrement. Tous les problèmes que tu nous cites ont été traités maintes et maintes fois dans nos colonnes, et le seront certainement encore bien souvent à l'avenir.*

Et nous pensons effectivement qu'ils concernent tout le monde, hommes et femmes. C'est d'ailleurs un des points qui nous séparent certainement du MLF. La lutte pour la libération de la femme fait partie intégrante du combat révolutionnaire, mais elle ne peut pas non plus être menée à son terme indépendamment de ce combat révolutionnaire, c'est-à-dire indépendamment de la lutte du prolétariat pour le socialisme. Et toute tentative pour séparer sinon opposer les deux nous semble aller à l'encontre des intérêts de tous les opprimés, et en premier lieu ceux des femmes elles-mêmes.

La police en action

Camarades,

Je vous écris afin de signaler par voie de presse le renouveliement d'un fait pourtant presque quotidien, je veux parler de l'arrestation de militants révolutionnaires. Voici les faits : le 14 avril, une certaine agitation régnait, vers 18 h 15, à la gare de banlieue d'Orléans-Austerlitz. Des groupes de cinq ou six gardiens de la « paix » patrouillaient dans le hall de la gare, nécessairement prévenus par les autorités S.N.C.F. A ce moment-là, sont survenus des militants du Front de Solidarité avec l'Indochine qui apposèrent contre une paroi un panneau expliquant leur soutien à la lutte du peuple vietnamien et leur position vis-à-vis de la politique de Nixon. Première intervention des « forces de l'ordre » qui font sauter le panneau, étonnant les gens qui stationnaient pour lire et provoquant les militants du F.S.I. Ceux-ci, déterminés à poursuivre leur intervention se mettent à diffuser discrètement des tracts d'information : seconde intervention de l' « ordre » qui s'empare du dépôt de tracts et ordonne aux camarades de « circuler ». Ceux-ci protestent, essayant d'engager le dialogue avec les agents, sans y parvenir, plaidant la légalité de leur action. L'un d'eux prend alors la parole, faisant remarquer aux personnes qui s'étaient massées nombreuses comment la liberté d'expression était respectée en France. C'est alors que les flics l'ont embarqué, sans autres préambules, avec deux de ses camarades. Une personne s'est interposée, disant son désaccord. Un gradé lui a déclaré textuellement : « Si vous n'êtes pas d'accord avec cet état de fait, vous pouvez les suivre ».

X (Paris)

Plus on est haut placé plus on a les fesses larges

Camarades,

Le capitalisme fait toujours des siennes ! Les patrons nous prennent pour des pions qu'on peut déplacer à son gré, n'importe où, n'importe quand, n'importe comment, en faisant preuve du plus grand je-m'en-foutisme ! Jugez-en...

A La Défense — Tour Aurore —, la Société Charbonnages de France-Chimie doit évacuer le quatrième et fait monter les gens dans les autres étages déjà occupés par elle. Tout ça pour... sous-louer à une autre société ! Encore un profit réalisé sur le dos des travailleurs, car vous devez bien vous douter que l'esprit inventif des « hautes sphères » n'a tenu compte dans ces nouveaux aménagements ni des nécessités du travail, ni des personnes, qui n'ont pas été consultées le moins du monde...

Un exemple parmi tant d'autres : dans ce bureau de 4 x 4 m, nous étions trois : une cloison sépare maintenant cette pièce en deux autres de 2 x 4 m chacune. Nous sommes maintenant à deux dans un de ces réduits, avec chacune notre matériel (table-dactylo, bureau, table-téléphone, bac à roulettes... et deux armoires de classement). Une fois tout ça là-dedans, on voit difficilement comment entrer, mieux travailler, et... pas du tout se déplacer, car de plus, les armoires de classement restent ouvertes en permanence (nous nous en servons à tout moment) !

Une collègue a failli être expédiée avec tout son matériel dans un bureau de 8 x 4 m où il y a déjà dix personnes, etc. J'en passe, et des meilleures !

Par contre, les « gradés », pour respecter la hiérarchie, disposent de bureaux de 2 à 3 « modules » (unité de 1 x 4 m) pour eux seuls (quand ce n'est pas plus grand !), sans matériel spécial : bureau, chaise !

Sans doute que plus on est haut placé, plus on a les fesses larges, plus il faut de place !

Mais ça ne durera pas toujours ! Comme l'a dit un collègue — qui n'a pourtant rien d'un révolutionnaire — avec le plus solide bon sens : « Si on râlait tous ensemble, ils seraient bien obligés de faire quelque chose ! » **C'est une maxime dont de nombreux travailleurs ont déjà prouvé l'efficacité !**

Ceci dit, camarades, je vous adresse mes salutations révolutionnaires.

S.P. (Courbevoie)

Éditorial

Face à Chaban et Pompidou

Pour montrer la puissance de la classe ouvrière

TOUS EN GREVE LE 7 JUIN

LA CGT appelle à une grève générale de 24 heures pour la journée du 7 juin.

Les travailleurs ont toutes les raisons de participer à cette grève, toutes les raisons d'en faire une démonstration éclatante. La démonstration de leur mécontentement, mais aussi, et surtout, la démonstration de leur puissance.

Les travailleurs en ont assez. Assez de la dégradation constante de leurs conditions de vie, de leurs conditions de travail. Assez de la chiourme, des cadences.

Assez d'un régime pourri de scandales, assez des magouillages électoraux d'hommes politiques corrompus jusqu'au fond de leur être.

Assez de toute cette société faite pour les riches, les nantis ; assez de tous ces parasites qui refusent ouvertement, cyniquement, jusqu'au droit de vivre décemment à ceux dont le travail les fait vivre et prospérer.

Ce mécontentement, il faut qu'il s'exprime, hautement, nettement, et avec force, afin que personne ne puisse l'ignorer.

Et c'est l'évidence même, il ne pourra pas s'exprimer au Parlement. Laissons Chaban et consorts à leur triomphe parlementaire facile ; il a peut-être réussi à forcer la confiance des siens, mais pas la nôtre. L'ampleur même du succès parlementaire du chef du gouvernement d'un régime pourri, alors même que le mécontentement des travailleurs des usines et de la terre est criant, démontre à quel point le Parlement ne représente en rien ceux qui produisent, ceux qui font vivre la société.

Mais au-delà même de la dérisoire comédie parlementaire entre une majorité de valets du régime et une opposition pleutre, de toute façon les travailleurs ne peuvent faire la démonstration de leur colère et surtout de leur puissance à l'occasion d'aucun vote, d'aucune élection. Encore moins à l'occasion d'un quelconque référendum truqué. Et ceux qui prétendent le contraire mentent, même s'ils prétendent parler au nom des travailleurs.

Dans les urnes, tous les bulletins de vote se ressemblent. La voix d'un prolétaire ne compte pas plus — et en général même moins — que celle d'un capitaliste, d'un rentier, d'un spéculateur, d'un moine, d'un flic, ou de n'importe quel parasite, alors même que tous ceux-là réunis sont moins utiles à la société qu'un seul ouvrier.

Non, les bulletins de vote ne sont pas faits pour permettre aux travailleurs de se faire entendre, mais au contraire, pour noyer leur parole dans la cacophonie des parasites.

Cependant, la classe travailleuse a la force de se faire entendre et même d'imposer ses vues. Cette démocratie-là, celle qui permet aux travailleurs de s'exprimer indépendamment des autres classes, c'est la grève.

La grève, c'est le vote de censure de ceux qui produisent les richesses dont les autres vivent. Que les machines s'arrêtent, que les chantiers, les bureaux soient déserts, et tous ceux qui comptent et recomptent les bulletins de vote n'auront qu'à se taire ; les travailleurs auront apporté la démonstration que tout dans cette société repose sur eux et que, sans eux, rien ne fonctionne.

Le 7 juin, la CGT offre l'occasion de faire cette démonstration-là. Il faut s'en saisir.

Bien sûr, la CGT le fait avec des arrière-pensées. Bien sûr, elle le fait en fonction de ses intérêts de boutique. Bien sûr, elle ne compte pas donner à cette grève, en elle-même insuffisante pour imposer aux bourgeois les revendications des travailleurs, le prolongement nécessaire.

Néanmoins, toutes les organisations qui prétendent représenter les travailleurs et qui, pour ce jour-là, appellent les ouvriers à rester au travail, abandonnent en cette circonstance les intérêts des travailleurs.

Les travailleurs conscients, ceux qui veulent que leur colère s'entende, déserteront ce 7 juin les ateliers, les chantiers, les bureaux.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**
Page 4
— Chaban, Séguy et les 1.000 F.
— Les agriculteurs bretons en colère.
Page 12
— Fontenay-aux-Roses : effondrement de terrain.
— Rillieux (banlieue lyonnaise) : le scandale des transports.
Page 13
— Cité du Burck (Mérignac - Gironde) : les locataires s'organisent contre l'augmentation des charges.
— Faculté de Censier : les vigiles partis, le calme revient.
— Besançon : pour les jeunes qui s'ennuient, on construit un commissariat.
Page 14
— Pollution à Joué-les-Tours.
— Grève des hôtesses au Théâtre de la Ville.
Page 20
— Chaban à la télé.
— Chaban et l'U.D.R.

● **Les grandes manœuvres de la C.G.T. et de la C.F.D.T.**
Page 5
— La manifestation de la C.G.T.-U.N.E.F.-U.N.C.A.L. : la jeunesse n'était pas au rendez-vous.
— Le mois de la jeunesse à Bronzavia.

● **Dans les entreprises**
Page 7
— Le débrayage des professionnels de Renault-Billancourt.
— A la Bostik (Montmagny) : la direction a cédé.
— L'annulation de la grève dans l'enseignement technique.

DANS LE MONDE

ANGLETERRE
Page 8
— Extension des luttes ouvrières.
MOSCOU
Page 9
— L'accord « historique » du Kremlin.
GRECE
Page 9
— La liberté reste à y conquérir.
BURUNDI
Page 9
— Le responsable des massacres : l'impérialisme.

● **Le Plan Marshall**
Pages 10-11

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. Département Presse Offset 4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset Aubervilliers

Adressez toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 152-06 75 263 PARIS CEDEX 06

Tarifs des abonnements :

ordinaires : 6 mois : 30 F — 1 an : 50 F

sous pli fermé : 6 mois : 70 F — 1 an : 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au : C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10

Les agriculteurs bretons en colère

CHABAN-DELMAS peut toujours faire des promesses du haut de la tribune de l'Assemblée, les problèmes continuent d'exister et ce ne sont pas les rafales de vent électoral qui peuvent leur apporter des solutions.

En Bretagne, les producteurs de lait sont entrés en lutte depuis une semaine. Des commandos de petits paysans en colère bloquent les camions-citernes de lait pour les empêcher de livrer ce lait aux usines de transformation. Les camions de ramassage qui ont fait leur tournée sont arrêtés sur les routes et le lait qu'ils transportent est répandu sur la chaussée.

Les paysans bretons veulent faire annuler la baisse du prix du lait que leur imposent les industriels laitiers au printemps, une baisse qui se monte à 4 centimes par litre, soit 6,6 %. Les industriels prennent argument de ce que la production laitière augmente au printemps pour imposer cette baisse, traditionnelle paraît-il, mais qu'ils décident bien sûr unilatéralement. En tout cas, une baisse dont les consommateurs n'avaient, eux, jamais entendu parler.

Pour les producteurs, auxquels on a déjà imposé une baisse à la fin de l'hiver, les 4 centimes qu'on refuse de leur verser représentent un déficit par rapport à leurs frais de production. Car si les industriels laitiers fixent les prix du lait en fonction de la production, il n'en est pas de même de ceux qui vendent leurs produits aux paysans, de l'Etat avec ses impôts, et de tous ceux qui font que les agriculteurs voient leurs frais augmenter alors qu'on leur impose des baisses de revenu.

Les agriculteurs ne veulent pas produire à perte, et ils ont raison. Comme ils ont raison de faire la grève à leur manière, c'est-à-dire en ne livrant plus leur production, et en empêchant les jaunes de le faire à leur place. Ceux qui produisent tout dans cette société, qu'ils soient ouvriers ou paysans, n'ont qu'un moyen de se faire entendre, et d'obtenir qu'on ne les vole pas trop sur leur travail : arrêter la production, ou empêcher la livraison de leurs produits. Sinon, ils ne récoltent que promesses et bonnes paroles, toutes choses qui ne font pas vivre.

André ROUSSEL.

Duhamel est passé à la Culture. Chaban s'exclame à l'Assemblée, mais les problèmes des paysans ne sont toujours pas réglés. (Ph. U.P.I.)

CHABAN, SEGUY ET LES 1000 F

AU cours de l'émission télévisée « L'actualité en question », *Chaban-Delmas a indiqué que, d'ici dix-huit mois, il n'y aurait plus en France de salaires inférieurs à 1.000 F par mois.*

Cette promesse du Premier ministre n'aurait en elle-même aucune importance, venant de la part d'un homme qui avouait au cours de la même émission qu'il parlait pour ne rien dire, si la CGT et le PCF ne s'étaient soudain sentis concernés. Car, que diable, la revendication des 1.000 F mensuels minimum figure en bonne place dans « Changer de cap », *le programme de gouvernement du PCF, et il est hors de question de se la faire souffler par un quelconque Chaban.*

Aussi Marchais et Séguy ont-ils tous deux affirmé qu'il ne s'agissait que d'une promesse gratuite et qu'on ne pouvait faire confiance pour la réaliser dans dix-huit mois à un Premier ministre encore en place seulement pour neuf mois.

Argumentation qui ne manque évidemment pas de logique. Mais Séguy a été plus loin dans son attaque. Il a déclaré à l'A.F.P. :

« Que vaudront 1.000 F en pouvoir d'achat dans dix-huit mois, compte tenu du processus inflationniste en cours de précipitation ? » (*Le Monde 27 mai).*

Pas grand-chose assurément. ce qui permet d'ailleurs de se demander que vaudront les 1.000 F en pouvoir d'achat en mars 1973 si le PCF parvient au pouvoir après les élections législatives ? Tout juste autant, car — ce n'est pas Séguy qui nous démentira — le « processus inflationniste en cours de précipitation » *n'a pas cessé depuis la parution du programme de gouvernement du PCF et il y a peu de chances qu'il s'arrête d'ici mars 1973.*

D'ailleurs, au lendemain de l'apparition télévisée du Premier ministre, l'Agence France Presse, dans une mise au point officieuse, expliquait de la manière suivante la promesse de Chaban : puisqu'aujourd'hui le salarié payé au SMIC et qui travaille 45 h par semaine reçoit 821 F par mois, il est probable que cette somme atteindra 842 F au 1er juillet prochain compte tenu de la revalorisation du SMIC prévue à cette date. Et, si le SMIC continue à suivre l'évolution des prix, il parviendra à 925 F au 1er juillet 1973 et à 1.000 F à la fin de cette année-là. Comme l'a fait remarquer Le Monde, *ce calcul, d'une part ne tient pas compte de la légère réduction du temps de travail envisagée d'ici la fin 1973, d'autre part envisage une évolution du SMIC beaucoup plus rapide que celle que l'on connaît actuellement et enfin ne permet d'atteindre les 1.000 F qu'en 20 mois et non en 18. Mais il n'en demeure pas moins vrai que la revendication de 1.000 F par mois est si minime que les représentants de la bourgeoisie ne se gêneront certainement pas pour la reprendre à leur compte dans les mois qui viennent.*

Et au lieu de crier « au voleur » *le PCF et la CGT feraient bien de* «changer de cap » *et d'envisager la lutte non pour des miettes mais pour des revendications qui changent réellement le sort des travailleurs.*

Jean LIEVIN.

P.T.T. :

Une grève relativement suivie mais sans perspectives

LA dernière grève des P.T.T. vient donc de se dérouler entre le 24 et le 29 mai. Une grève nationale qui affectait successivement les facteurs, les centres de tri et les ambulants, les chèques postaux, les employés du téléphone et le restant du personnel. Deux centrales, la C.G.T. et la C.F.D.T. avaient auparavant présenté leur catalogue interminable de revendications où l'on trouvait pêle-mêle revendications générales et catégorielles, et surtout fixé un calendrier strict que chacun se devait de consulter et de respecter. On y trouvait même une perle assez amusante : la journée de vendredi était réservée à ceux qui désiraient prolonger leur mouvement... de vingt-quatre heures. Annoncée quinze jours à l'avance, cette grève nationale ne pouvait laisser indifférente F.O., centrale qui bénéficie d'une implantation certaine dans les postes. Lors de son dernier congrès, pour ne pas être en reste, elle décida donc d'un mot d'ordre de quarante-huit heures (vingt-quatre heures ayant été jugées depuis longtemps comme inefficaces !...) pour les 25 et 26 mai. Ses dirigeants, sans crainte du ridicule, affirmèrent d'ailleurs avoir choisi cette date sans liaison avec le mouvement décidé par les autres centrales.

La grève dans son ensemble fut relativement suivie. Dans les centres de facteurs, en grève mercredi pour la C.G.T. et la C.F.D.T., le lendemain et surlendemain pour F.O., elle fut en général suivie par plus de la moitié du personnel (ainsi 50 % à Paris-9 dans le 9e arrondissement, davantage encore à Paris-17 dans le 17e). Des piquets de grève aux portes tentèrent de convaincre les non-grévistes. Mais si les discussions allaient bon train, le même malaise qui s'était dégagé lors des assemblées du personnel tenues dans certains bureaux les jours qui précédèrent le mouvement se faisait jour. Ainsi à Paris-17, beaucoup de facteurs émettaient des doutes quant à l'efficacité de tels mouvements. Plusieurs prises de position en faveur d'une grève jusqu'à satisfaction des revendications ont été vivement approuvées.

Il en va de même dans les centres de tri. A Montparnasse, la participation fut de 50 % en brigade A, davantage en B et en mixte. A Clignancourt et à Saint-Lazare, on vit une très forte participation à la grève (jusqu'à 97 % dans une brigade à Saint-Lazare). Mais les questions sur l'issue du mouvement ont été posées par de nombreux grévistes et non-grévistes, d'autant que les centres de tri venaient de faire peu de temps auparavant vingt-quatre heures de grève sans même avoir promesse de satisfaction d'une revendication. Il est d'ailleurs certain que beaucoup commencent à trouver que cela suffit. Si ce mouvement a été suivi parce qu'il avait une ampleur nationale et finalement affectait toutes les catégories du personnel, les prochains mouvements prévus dans les centres de tri par la C.G.T. et la C.F.D.T. TOUS LES QUINZE JOURS rencontrent une large réprobation.

Aux Chèques Postaux enfin, la grève fut suivie à environ 50 % des effectifs, tant à Paris-Bourseul qu'à Paris-Montparnasse. Un piquet de grève devant Bourseul (une quarantaine de personnes) réunissait les trois syndicats.

Au total, dans l'ensemble, le mouvement a connu une participation certaine, liée au fait qu'un tel mouvement général n'avait pas eu lieu depuis un bon bout de temps et que certains jours (dans certains centres d'ailleurs en dépit du calendrier prôné par F.O.) les trois syndicats se trouvaient engagés ensemble. Mais partout l'impression d'inefficacité subsiste. Les grèves se ressemblent, se renouvellent, mais leur forme limitée fait que l'administration dort tranquille sur ses deux oreilles et que, à ce rythme, la satisfaction des nombreuses revendications n'est pas pour demain.

Correspondant L.O.

LES GRANDES MANŒUVRES DE LA C.G.T. ET DE LA C.F.D.T.

Séguy et Maire se disputent le meilleur moyen de ne pas organiser la lutte des travailleurs. (Ph. A.F.P.)

EN décidant de faire de la journée du 7 juin une grève générale de vingt-quatre heures, la C.G.T. reprend l'initiative dans la polémique qui l'opposait depuis quelques semaines à la C.F.D.T.

Edmond Maire, en effet, prenant position contre les journées nationales d'action, s'était installé sur des positions qui paraissaient à beaucoup plus radicales. Foin, disait-il, de ces journées chères à la C.G.T. mais qui ne débouchent sur rien, vivent les grèves exemplaires, vive la lutte des travailleurs de Pennaroya, Zig-Zag, ou du Joint Français. S'appuyant sur les refus ostensibles de la C.G.T. de soutenir ces grèves, la C.F.D.T. donnait aux plus combatifs l'impression « qu'elle en voulait » **face à une C.G.T. raisonnable qui, scrutant l'horizon, attendait sagement qu'apparaissent les prochaines législatives. Et certes les critiques que les dirigeants cédétistes font à leurs compères de la C.G.T. ne sont pas fausses. Mais ce n'est pas parce que la C.F.D.T. met à nu les visées réelles de la C.G.T. qu'elle se place elle-même sur le terrain de la lutte de classe. Il est de bonne guerre, en effet, de dénoncer les calculs publicitaires et électoralistes du concurrent ; c'est un excellent moyen de faire passer en contrebande sa propre marchandise. Maire et les dirigeants de la C.F.D.T. ne s'en privent pas.**

Mais si cela peut faire illusion un moment pour certains, cela ne marque en aucune façon une volonté plus sérieuse des dirigeants du square Montholon d'engager la classe ouvrière sur un terrain où elle peut obtenir des victoires décisives. Car les visées de Maire et de ses compagnons sont du même ordre que celles de Séguy. Pour eux, la surenchère démagogique qu'ils ont développée constitue elle aussi une opération publicitaire qui, s'appuyant sur la passivité affichée des concurrents, pouvait être payante sans que cela les engage bien loin.

Aujourd'hui, le fait que ces surenchères verbales ne signifient nullement de part et d'autre la volonté de se battre sérieusement, est devenu parfaitement évident. Le fait que la C.G.T. puisse renvoyer la balle dans le camp de la C.F.D.T., simplement en haussant le ton, et en parlant de grève générale de vingt-quatre heures plutôt que de journée nationale d'action, sans pour autant donner de perspectives sérieuses à l'action ouvrière, illustre le caractère artificiel de la polémique qui oppose les deux centrales. Tout en prenant le maximum de précautions, en choisissant une date suffisamment tardive dans l'année et suffisamment proche de la période des congés, en laissant le plus longtemps possible les militants et les travailleurs sans précisions sur les modalités du déroulement de cette grève de vingt-quatre heures, en se réservant même la possibilité de revenir en arrière (ce ne serait pas la première fois), la C.G.T. se paye le luxe de se présenter comme la confédération qui se place à la pointe de l'action, face à ses rivales qui se complaisent dans la critique abstraite et passive, face surtout à la C.F.D.T. qui ne propose en cette occasion rien d'autre que l'admiration extasiée des luttes en cours. Séguy et ses collègues redressent ainsi à bon compte la barre ; ils donnent satisfaction aux militants de leur confédération qui commençaient à rechigner de se voir éternellement confinés dans le rôle de temporisateur.

En fin de compte, en se servant mutuellement de repoussoir, Maire et Séguy se retrouvent dans leur volonté commune de ne pas donner à la classe ouvrière les moyens de se mobiliser pour la défense de ses revendications.

Mais les bureaucrates syndicaux proposent, les travailleurs disposent. Les plans de Séguy comme ceux de Maire procèdent sans doute de savants calculs, ils en ont sans nul doute soigneusement pesé tous les éléments afin que tout se déroule comme ils le souhaitent. Mais les travailleurs ne l'entendront pas forcément de cette oreille, et ils feront de la journée du 7 juin une étape de leur mobilisation, une prise de conscience dans la voie de leur propre émancipation sans la tutelle des Maire et des Séguy.

J.-P. VALI.

Le mois de la jeunesse à Bronzavia

LE mois de la jeunesse n'a pas, chez Bronzavia, à Courbevoie, soulevé l'enthousiasme des jeunes. Les jeunes sont pourtant nombreux et actifs. La commission des jeunes CGT est la plus forte de toutes les entreprises de la localité et les jeunes ont été très combatifs lors des débrayages de cet hiver. Mais c'est précisément à la suite de ces débrayages que les jeunes ont perdu en grande partie la confiance qu'ils portaient encore envers les responsables de la section CGT. Pour le 17 mai une pétition circulait, portant sur les revendications générales de la CGT : 40 h, cinq heures de sport par semaine, formation professionnelle, etc., etc. Mais la pétition ne recueillit pas toutes les signatures et beaucoup d'entre nous pensaient : « De toute façon le patron ne cèdera pas à la suite d'une simple pétition ». *Les débats et réunions, même organisés avec des jeunes de la localité (lycéens-ouvriers) ne recueillirent que très peu de succès.*

Pour la manifestation du 27, les responsables CGT de l'Union locale de Courbevoie proposaient de décorer une vieille automobile afin de rendre le défilé plus original ! Cette proposition ne fut pas prise au sérieux par les jeunes, on s'en doute...

Et samedi, pour terminer ce « mois de la jeunesse », *c'est sur les doigts de la main que se comptaient à la manifestation les jeunes de l'usine, derrière une banderole Bronzavia. Mais si le nombre n'y était pas pour les jeunes, les moins jeunes étaient là, pour l'encadrement ; des tuteurs vigilants, criant le mot d'ordre de « combat » :* « UNEF, UNCAL, CGT ! ».

Correspondant L.O.

LA MANIFESTATION DES JEUNES C.G.T. DE L'U.N.E.F. ET DE L'U.N.C.A.L. :

LA JEUNESSE N'ÉTAIT PAS AU RENDEZ-VOUS

LA grande manifestation « Paris-Jeunesse » de la Nation à la gare de l'Est, organisée par la CGT, l'UNEF et l'UNCAL le samedi 27 mai n'a pas eu le succès escompté par les organisateurs.

Cette puissante démonstration de la jeunesse ne regroupait guère que 5.000 participants, jeunes, moins jeunes et pas jeunes du tout.

Etiré sur une très grande longueur, le cortège ne pouvait cacher que les divers groupes qui le composaient étaient très souvent très clairsemés et très espacés.

En tête du cortège « Paris-Jeunesse » les « culottes courtes » de la politique, Frachon, Séguy, Krazucki, Allamy, Sainjon pour la CGT, René Maurice pour l'UNEF, Patrick Porte pour l'UNCAL.

Les jeunes CGT, drapeaux rouges déployés au son d'un orchestre sur camionnette qui jouait *l'Internationale* avaient encore assez fière allure sous la pluie.

Scandant *«Etudiants, ouvriers, lycéens»*, se faisaient surtout remarquer par leur nombre les postiers, les travailleurs du Livre, les cheminots et les employés de la Sécurité sociale. Mais très peu de travailleurs des grandes usines étaient présents.

Le défilé était très folklorique, avec lâcher de ballons *« Adhérez à la CGT »*, camionnettes décorées de panneaux, ouvriers déguisés en bourgeois au cigare caricaturant les grands monopoles, etc...

Les mots d'ordre disparates allaient de *« 1.000 F minimum pour tous », « Droit au métier, au savoir, au logement », Grille : valeur du point unique* » à *« Liberté pour Angela Davis ».*

Suivaient des jeunes de quatorze à dix-sept ans, adhérents à l'UNCAL et réclamant *« Des sursis pour nous, pas pour Pompidou ».* A l'UNCAL on était très jeune, mais peu nombreux (environ 500).

Le groupe de l'UNEF, en particulier Vincennes et Paris-Lettres, un peu plus étoffé réclamait des *« Crédits pour l'Ecole »* et brandissait des pancartes *« Non au plan Vedel », « Non à l'Université privée ».*

Enfin les Unions locales CGT représentaient la moitié de la manifestation.

Très remarqués, les bouchers de la boucherie « Europe » en tablier blanc scandaient *« Viande en hausse, revendications bloquées, consommateurs vous payez »*, suivis des PTT avec un panneau *« Jeunes ras-le-bol, résorbez l'auxiliariat ».*

La CGT-Essonnes réclamait le droit de vote à 16 ans, l'éligibilité à 18, le droit à l'emploi et les jeunes CGT de l'Essonnes pour ne pas être en reste réclamaient... la retraite à 60 ans.

Renault n'amena guère que 150 participants et Chausson 50. Seuls les PTT étaient assez fortement représentés tout au long du cortège.

Bref, cette manifestation de la CGT était de toute évidence destinée à faire pièce aux gauchistes, à être une démonstration de force à l'usage de ses propres militants. Elle n'a pas été une réussite.

Le caractère folklorique et parfois la débandade du cortège n'étaient pas à la mesure de l'auto-satisfaction des organisateurs.

« Les jeunes avec la CGT, l'UNEF et l'UNCAL ». Ce slogan scandé par tous les participants était démenti à la vue même de tout le cortège.

Sans la présence de la CGT, les organisations de jeunesse du PCF n'auraient dévoilé que leur insignifiance et le fait que la jeunesse préfère encore les gauchistes à ceux qui les font défiler sur l'air des lampions *« Pompidou des sous ».*

André MIGAULT.

LA LIGUE COMMUNISTE ET LE P.S.U.

rouge
hebdomadaire de la ligue communiste

La Ligue Communiste **se penche sur le P.S.U. en crise. Elle triomphe sans quelque fausse modestie. Voilà venue la fin du mythe unitaire qui faisait vivre le P.S.U., voilà le temps de la clarification. Mais cette clarification risque, selon le rédacteur de** Rouge **de ne pas se faire aux moindres frais. Elle se traduira par la démoralisation de milliers de militants.**

Il ne suffit pas, en effet, de se comporter en médecin fier de la justesse de son diagnoctic. Il faut d'abord se demander si on s'est donner les moyens d'enrayer les effets de la maladie. On peut aujourd'hui railler ceux qui se complurent dans « la démagogie unitaire », tout en reconnaissant que cela correspondait à l'aspiration profonde de la grande masse des militants, il n'empêche que la Ligue est forcée aujourd'hui de convenir que « l'absence d'un pôle marxiste révolutionnaire suffisamment solide a permis ce processus quasiment inévitable ». **Or, c'est ce pôle que nous proposions justement de créer au lendemain de mai 1968, en particulier avec les camarades de la Ligue. En prenant acte de ce que l'on pourrait considérer comme un début d'autocritique, nous ne triomphons pas. Car le mouvement révolutionnaire ne peut se nourrir du regret des occasions perdues.**

LA FIN D'UN MYTHE

Le P.S.U. a vécu grâce à sa démagogie sur l'unité des révolutionnaires. Contre nous tout spécialement. Il se présentait comme le parti capable de rassembler les différents points de vue par delà les « intérêts de chapelle » et les pétrifications dogmatiques. C'était une carte payante. Car cela répondait à l'aspiration profonde de la grande masse des militants issus de mai 1968 qui avaient bien du mal à choisir entre les différentes lignes politiques et qui souhaitaient que tout ce qui se réclame de la révolution fasse « quelques concessions » et se retrouve ensemble.

C'était un mythe largement partagé par l'extrême-gauche. Et la seule chose qui unissait tous les courants du P.S.U. Aujourd'hui, ce mythe se désintègre. Et chacun découvre ingénuement que pour avoir une action politique commune, il faut avoir une ligne politique commune. Et que les concessions, les divergences que l'on peut tenter d'oublier, la réalité les fait immanquablemnt ressurgir.

En ce sens la crise du P.S.U. est positive, car elle est partie prenante de la clarification dans l'extrême-gauche. Mais vue la nature de ce parti, cette crise revêt aussi un aspect dramatique.

Car ses origines, son fondement social-démocrate, cette éducation empirico-tactique donnée à l'ensemble des militants, font qu'un affrontement clair et éducatif est impossible dans le cadre du P.S.U. Tant la majorité que les oppositions ont toujours privilégié les batailles tactiques à l'extérieur mais aussi à l'intérieur de l'organisation. Cela signifie que la crise se déroule et va se dérouler dans une confusion complète. Le résultat sera que des milliers de gens sortent et vont sortir du P.S.U., mais désorientés, déçus, et vont prendre leurs pantoufles. Seule une minorité d'entre eux continuera la bataille de construction du parti révolutionnaire.

En ce qui concerne les militants ouvriers, l'attitude la plus fréquente est prévisible : le P.S.U. bien portant ne leur a rien apporté. Eventuellement des discussions intéressantes, mais jamais leur parti n'a dirigé leur travail dans les entreprises. Alors, ceux-là, éduqués pendant des années à la haine « anti-secte » vont se replier sur la C.F.D.T. (essentiellement) en concluant que l'organisation politique est vraiment quelque chose où l'on perd son temps.

Voilà le résultat. L'absence de pôle marxiste-révolutionnaire suffisamment solide a permis ce processus quasiment inévitable. Nous avons commis des erreurs dans nos rapports avec les militants du P.S.U. voici plusieurs années. Mais une politique plus juste, vues nos forces, n'aurait rien changé fondamentalement. Le P.S.U. a été une étape dans le processus de radicalisation, une étape aujourd'hui terminée.

LE P.S.U. ET LA C.F.D.T.

tribune socialiste

Pour Tribune Socialiste, **la C.F.D.T. joue un rôle particulier dans le jeu que mènent les différentes formations de la gauche traditionnelle, dans la perspective des prochaines législatives. Certes, la C.F.D.T. joue son jeu propre, mais il faut une bonne dose d'illusions ou de duplicité pour prétendre que ce jeu s'inscrit dans une autre perspective que celle que se sont donné les différents mouvements de la gauche parlementaire.**

Mais en même temps que la vie politique officielle apparaît de plus en plus comme un jeu (et — en France — le référendum a été fort utile à cet égard !), les conflits sociaux apparaissent de plus en plus comme les enjeux politiques réels.

C'est à travers eux et par la question même de leur débouché politique, que tend à se reconstituer une nouvelle réalité politique. La CFDT a ce mérite de se refuser à jouer le jeu politique cégétiste : en évitant d'être l'aile syndicale de la social-démocratie, elle risque peut-être de tomber dans l'anarcho-syndicalisme, mais elle laisse leur liberté à un ensemble de forces sociales déterminantes qui peuvent ainsi découvrir leur rôle et leur responsabilité politique. Encore faut-il bien sûr que les militants révolutionnaires puissent apporter des réponses aux questions que posent avec une force de plus en plus grande les militants syndicaux combatifs (de la CGT comme de la CFDT) et ceux qui s'organisent directement dans la lutte même.

LES ANARCHISTES ET LE F.N.L.

front libertaire
des luttes de classes

Front libertaire des luttes de classes **titre** « contre l'impérialisme américain : soutien au F.N.L. ». **Cependant, il tient à marquer le sens de ce soutien.**

Le FNL accueille des organisations telles que le Parti Démocrate (bourgeoisie nationale), le Parti Socialiste Radical (groupant des intellectuels nationalistes), l'Association pour la Renaissance de la Moralité des Adeptes du Hoa-Hao, l'Association des Bouddhistes patriotes, et, enfin, jusqu'au mouvement caodaïste.

Il nous paraît illusoire de dire que le FNL mènera la paysannerie et la classe ouvrière vietnamienne au socialisme.

D'autant plus que le programme du FNL vise à « rassembler toutes les couches sociales, classes et nationalités. tous les partis politiques, toutes les organisations, confessions religieuses, toutes les personnalités, patriotes, indépendamment de leur appartenance politique ». Il est clair que les révolutionnaires vietnamiens qui, maintenant se battent contre l'impérialisme américain, seront obligés demain de se battre contre les courants bourgeois ou staliniens du GRP.

Cette collaboration des couches et des classes, parfois antagonistes, correspond aux desseins de la bourgeoisie nationale qui essaie de prendre de vitesse le prolétariat et la paysannerie pauvre. En effet, la bourgeoisie désire « édifier un Sud-Vietnam indépendant, démocratique, neutre, prospère et s'acheminant vers la réunification pacifique de la patrie ». Car, pour le FNL et le GRP, « il importe que les industriels et les commerçants jouissent de la liberté d'entreprise et puissent lutter contre la concurrence oppressive du capital monopoliste étranger ».

De la même manière, le GRP affirme qu'il faut « encourager les industriels et les commerçants à contribuer au développement de l'industrie, de la petite industrie et de l'artisanat », qu'il faut « protéger le droit de propriété sur les moyens de production et les autres biens des citoyens suivant la législation de l'Etat ».

Nous voyons donc que le programme du GRP est un programme typiquement bourgeois de concorde nationale. Pour nous donc, le soutien au FNL-GRP doit être un soutien dans sa lutte contre l'impérialisme. Nous ne croyons pas en la nature vraiment révolutionnaire du GRP, mais nous savons qu'au sein d'une lutte de libération nationale, le combat révolutionnaire est à livrer à l'intérieur de cette lutte.

Le devoir de tout révolutionnaire est d'encourager et de soutenir les forces qui, au sein des luttes de libération nationale, sont susceptibles de créer un axe révolutionnaire œuvrant pour le socialisme.

Contre l'impérialisme américain, appui au FNL.

Pour la révolution socialiste, vive le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire du Vietnam ! ●

Workers of the world unite !

Class Struggle

For the Re

T

— The "Left
— Does Sup
Accepting
— Revolutior
— Examplary

Issued the first of every mo
Price : 3 Francs

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte de Classe

MENSUEL TROTSKYSTE
édité par
lutte ouvrière

Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

SOMMAIRE

— Le mouvement "gauchiste" quatre ans après mai 1968
— En soutenant la lutte du peuple Vietnamien faut-il cautionner la politique du F.N.L. ?
— Les militants révolutionnaires et les syndicats
— Grèves exemplaires, ou la révolution par le verbe

Paraît le 1er de chaque mois — No 1 - 1er Juin 1972

les locataires s'organisent

FONTENAY-AUX-ROSES :

Effondrement de terrain

FONTENAY-AUX-ROSES est une ville où les sources abondent. Nul besoin d'être grand clerc pour le savoir puisque le nom même de la ville vient de « fontaines aux roses ». Inutile aussi d'être un géologue de génie pour deviner que ces sources minent le sol et le sous-sol. Il aura pourtant fallu que la chaussée de la rue principale s'effondre, découvrant une cavité de plus de trois mètres de fond, sur au moins quatre mètres de long et sur toute la largeur de la voie pour que les autorités municipales et préfectorales se souviennent de leurs leçons de géographie de cours élémentaire.

Il a suffi du passage d'une estafette Renault pour que la voûte de pavés couvrant l'excavation s'écroule, entraînant le véhicule et ses trois occupants dans sa chute et brisant au passage une grosse conduite de gaz. Bloqués par trois mètres de fond, noyés dans la nappe de gaz, les trois passagers purent malgré tout être dégagés sans trop de dommages. Mais le gaz allait continuer de s'échapper pendant plus de deux heures, deux heures que les habitants des maisons voisines évacuées allaient passer dans l'angoisse que l'on devine, hantés par le souvenir de la récente explosion d'Argenteuil. On se demande encore par quel miracle aucune étincelle n'est venue faire exploser cette énorme nappe de gaz.

Les personnes évacuées devaient passer une — mauvaise — nuit dans la salle de sport de l'école voisine et y prendre — en commun avec les inévitables CRS — leur repas de midi. A noter que, comme au commissariat sans doute, les sinistrés buvaient de l'eau, les CRS de la bière.

Quand, enfin, ils purent regagner leur domicile. les habitants constatèrent que le gaz de Lacq n'avait pas seulement noirci les façades mais, s'insinuant partout, avait déposé une pellicule noire et grasse couvrant et tachant tout. Mais, le plus grave, c'est qu'il semble que les infiltrations d'eau se poursuivent en direction d'une cité de HLM en contrebas. Des éboulis se sont produits dans plusieurs caves, des fissures apparaissent sur les murs et, depuis plusieurs mois, un mur soutenant une pelouse en terrasse menace de s'effondrer. Le patron d'un café voisin a déjà eu sa cave inondée à tel point qu'il est obligé d'aller en maillot de bain repêcher ses bouteilles.

C'est dire si les infiltrations sont importantes et si les habitants du quartier s'interrogent sérieusement sur les risques que leur fait courir l'incurie des « autorités ». Car, en la circonstance, leur responsabilité est écrasante. On se demande depuis combien de temps les canalisations de gaz, d'eau, etc. n'avaient pas été vérifiées à cet endroit. L'eau n'a tout de même pas creusé une telle fosse en trois jours ! Comment se fait-il que des permis de construire aient été accordés sur des terrains aussi peu sûrs ? Est-il vrai que les fondations de la cité de HLM soient celles d'un ancien château ?

Qui paiera les dégâts dans les appartements et qui dédommagera les commerçants obligés de fermer boutique depuis plus de huit jours ? Enfin et surtout, les autorités peuvent-elles garantir que les bâtiments sont hors de danger ? A ce jour, le maire a fait afficher une note disant qu' « il semble » que les locataires puissent rejoindre leur habitation sans danger.

Ce sont là quelques-unes des questions auxquelles les riverains veulent voir répondre, rapidement et avec des garanties. Et les Comités de locataires et de commerçants qu'ils se sont donnés semblent bien décidés à obtenir des réponses fermes.

Correspondant L.O.

VIERZON :

Première victoire du Comité de défense des locataires

A Vierzon, les locataires de trois cités d'HLM se sont organisés — nous l'avons vu dans un précédent article — en un Comité de défense.

L'Office des HLM exige la destruction immédiate d'appentis que les locataires ont construits et rénovés à leurs propres frais.

La lutte engagée contre l'Office se renforce maintenant et va au-delà de la pétition.

La semaine dernière, une délégation du Comité de défense voulut obtenir une entrevue avec les responsables de l'Office des HLM, à Bourges. Il leur a été répondu que la directrice locale et le PDG de l'Office étaient absents ce jour-là et que les bureaux fermaient à 17 heures.

Qu'à cela ne tienne ! Les membres de la délégation se sont confortablement installés dans les fauteuils du hall de l'Office et ont attendu la venue du PDG et de son acolyte. Ceux-ci n'ont pas trop tardé d'ailleurs. Mais ils avaient pris soin d'envoyer auparavant un bien curieux éclaireur : le commissaire de police en personne. Celui-ci somma vertement la délégation de quitter les lieux mais, devant la détermination des locataires, c'est lui qui fut contraint de partir.

L'entrevue a donc eu lieu avec les responsables de l'Office. Un second rendez-vous est fixé pour la première quinzaine de juin.

Les locataires des trois cités de Vierzon ont déjà remporté une victoire. Gageons qu'ils ne s'arrêteront pas en si bon chemin et que l'Office des HLM paiera !

Correspondant L.O.

transports

Z.U.P. DE RILLIEUX (Banlieue lyonnaise) :

Un abri à la Velette

LE quartier de la Velette est, à la ZUP de Rillieux, un quartier laissé pour compte : pas de magasins, pas de crèches, rien pour les enfants qui s'amusent dans les cages d'escaliers ; rien sauf une belle et grande gendarmerie. Bref, le vrai quartier de ZUP. La société de transports en commun Lafond, qui dessert déjà bien mal l'ensemble de la cité, passe encore moins souvent dans ce quartier. De plus, il n'existe aucun abri à l'unique arrêt de bus, et il arrive souvent d'attendre une demi-heure et plus sous la pluie ou sous le vent particulièrement violent à cet endroit.

Nous avions déjà relaté au mois de février, comment M. André, maire de Crépieux et président du Syndicat intercommunal « s'étonnait que l'abri ne soit pas encore en place ». **Au mois de mai, on ne voit toujours rien venir. M. André, la société C.E.D.A., préposée à la construction des abris, et la société Lafond n'ont su faire que des promesses en réponse aux démarches des habitants. Il devenait évident pour tout le monde qu'ils se moquaient de nous et que nous ne pouvions attendre plus longtemps.**

Le Comité d'Usagers, qui s'est créé l'an dernier sur la ZUP, décida alors que les usagers construiraient eux-mêmes un abri de protestation. Les habitants du quartier, largement enthousiasmés par cette idée, rassemblent pendant toute une semaine le matériel nécessaire : qui un marteau, qui une pioche, qui un niveau, des clous, de la peinture et des cartons... et avec des planches récupérées sur les chantiers alentour, plusieurs habitants du quartier construisent avec entrain leur abri. On entend diverses réflexions de la part des passants : « C'est bien vrai, Lafond devrait avoir honte, maintenant » **(sic).**

Un membre de la Communauté Urbaine, alerté, vient nous dire qu'il faudra enlever l'abri car il va bientôt mettre du gazon à cet endroit. Mais il nous approuve et doit bien admettre que l'abri, effectivement, est nécessaire. De toute façon, que les autorités décident d'enlever l'abri ou de le laisser, elles se sont assez ridiculisées aux yeux des habitants de toute la ZUP.

Avec un matériel bien moins important que ce que la C.E.D.A. et Lafond pouvaient avoir, les habitants ont pu faire ce dont ceux-ci ont été parfaitement incapables (mais un abri, ça ne rapporte rien, n'est-ce pas ?). Et cela, de plus en plus de gens commencent à le comprendre. Ceux qui commencent à comprendre que, pour obtenir quelque chose, on ne pourra compter que sur soi-même sont de plus en plus nombreux.

Correspondant L.O.

L'abri de protestation construit par les usagers de la ZUP de Rillieux. (Ph. L.O.)

TOULOUSE :

Conférence de presse de la Fédération des Comités d'Usagers

DEPUIS déjà près de deux ans, quatre Comités d'usagers fonctionnaient dans les quartiers d'Empalot, de Colomiers, de Bagatelle et du Pont des Demoiselles à Toulouse.

Ces Comités d'usagers réclamaient une refonte totale de la politique des transports en commun de la ville de Toulouse. En particulier les Comités d'usagers demandaient que les transports publics soient considérés comme un véritable service public et de ce fait qu'ils soient gratuits. Sur les quartiers, ces Comités d'usagers ont mené un certain nombre d'actions pour obtenir des améliorations immédiates sur leurs propres lignes de bus (augmentation des fréquences, cartes de réduction, changement de parcours, etc.). Ces Comités d'usagers avaient une même conception des transports publics et c'est pourquoi, pour accroître leur efficacité, ils ont constitué une Fédération au mois de mars dernier.

Cette Fédération des Comités d'Usagers des Transports en Commun de la Région Toulousaine (F.C.U.T.C.R.T.) a tenu une conférence de presse le mercredi 3 mars à l'hôtel Terminus devant une trentaine de personnes dont les journalistes des journaux La Dépêche du Midi *et* Sud-Ouest, *de la station de radio* Sud-Radio, *des représentants du PSU et une organisation de défense des usagers (Comité de coordination).*

Après avoir exposé la situation dramatique des transports publics toulousains et les remèdes-bidons que la mairie compte y apporter, la présidente de la Fédération a précisé le programme de celle-ci : faire des transports publics toulousains un véritable service public au service des usagers. Puis la Fédération a précisé les moyens qu'elle comptait employer pour obtenir satisfaction, c'est-à-dire s'appuyer sur les usagers et ne rien attendre des pouvoirs publics. C'est le seul moyen, ont conclu les organisateurs, de mettre un frein à la dégradation constante des transports urbains.

Correspondant L.O.

F.C.U.T.C.R.T., 272, avenue de Muret, Toulouse - 31.

Grande-Bretagne

EXTENSION DES LUTTES OUVRIERES

LE gouvernement conservateur britannique continue de montrer sa volonté de briser la combativité de la classe ouvrière pour lui imposer une politique de blocage des salaires. Après la victoire des mineurs, il veut démontrer « qui gouverne ». Il a noté que c'était la solidarité des autres travailleurs qui a beaucoup aidé les mineurs. Si cette solidarité peut se traduire par un mouvement généralisé cela peut renverser le gouvernement.

L'entrée en vigueur de la loi anti-grève...

Mais, maintenant, le gouvernement est doté d'une arme nouvelle. La loi anti-grève est entrée en application. Et c'est la

La police intervient contre les piquets de grève des mineurs (Londres 1972). (Ph. U.P.I.)

force ou la faiblesse de cette loi qui se trouve en question actuellement. Le gouvernement tente de faire appliquer la loi contre les cheminots et contre les dockers. Il est intéressant de noter qu'aucune de ces deux luttes ne prend la forme d'une grève ; c'est précisément les formes de lutte comme la grève du zèle qui sont visées par la loi.

...n'entame pas la combativité des dockers...

Dans le cas des dockers, il s'agit de la réaction des dockers contre le déclin de l'emploi dans les docks. Comme les mineurs, ils ont vu leur syndicat signer des accords qui instaurent une coopération syndicale pour une mécanisation qui supprime plus de postes chaque année. Ils se trouvent surtout menacés par la « containerisation ».

Les comités de shop-stewards de chacun des ports les plus combatifs ont choisi une compagnie qui est particulièrement connue pour avoir quitté les docks afin de créer un dépôt où sont employés des non-dockers aux salaires plus bas. Les dockers de Liverpool, traditionnellement très combatifs, ont commencé la lutte. Ils ont déclaré que tout « container » en provenance de Heaton était « noir » — c'est-à-dire que les dockers refusaient d'y toucher et détournaient les camions de Heaton qui arrivaient au port. Heaton's, sous la pression gouvernementale, a traîné le syndicat des transports (TGWU) devant le tribunal créé par la nouvelle loi. Le tribunal a ordonné que le syndicat arrête le mouvement, bien que ce n'est pas le syndicat qui l'ait commencé, puisque c'était un mouvement « sauvage ».

...ni celle des cheminots

Un peu plus tard, ce furent les syndicats des cheminots qui se trouvèrent devant le tribunal pour avoir organisé une grève du zèle et le refus de faire les heures supplémentaires. Les syndicats réclamaient des augmentations de salaires assez modestes mais au-delà de la limite gouvernementale. Le mouvement fut largement suivi et le résultat fut le chaos sur le réseau ferré.

Jusqu'à ces deux premiers cas, la politique du Congrès des syndicats était de « conseiller » aux syndicats de boycotter complètement tous les comités et tribunaux créés par la nouvelle loi. Les dirigeants du Syndicat des transports, qui se présentent comme de gauche, ont donc refusé deux fois de comparaître devant le tribunal qui a imposé des amendes au total de 55.000 livres (71 millions d'anciens francs), par contumace. Le Syndicat des cheminots a demandé au Conseil du TUC (comité qui réunit les dirigeants des syndicats) d'abandonner la politique de boycott total et de lui permettre de comparaître devant le tribunal « dans les cas où il faut se défendre ». Le Conseil a donné son accord.

Le tribunal a imposé une « pause pour la conciliation » de quatorze jours pendant laquelle les cheminots doivent « travailler normalement ». Mais la grève du zèle a consisté en l'application rigoureuse des règlements de la direction des chemins de fer et le refus de faire des heures supplémentaires. Pour le tribunal, ce n'est pas « normal » ! Le syndicat a accepté la décision. Les cheminots du réseau de la banlieue sud de Londres ont continué le mouvement, puis ont cédé sous la pression syndicale. Quelques jours plus tard, c'est le Syndicat « de gauche » des transports qui, menacé de la confiscation de ses fonds pour payer l'amende, a abandonné le boycott et a accepté de conseiller aux dockers de reprendre le travail normal.

Contrairement aux cheminots, les dockers ont continué leur mouvement. Le syndicat s'est empressé d'expliquer qu'il ne peut rien faire, que c'est un mouvement sauvage. Mais le mouvement qui a commencé à Liverpool s'étend aux autres ports. D'abord les dockers de Londres puis la semaine dernière ceux de Hull ont imposé le refus de travail aux compagnies choisies. Quant aux cheminots, le tribunal a de nouveau imposé une « pause » et maintenant un vote obligatoire organisé par la direction pour savoir si les cheminots acceptent son offre.

On voit donc deux conflits qui opposent directement les syndicats et le gouvernement appuyé par la loi. Et on a vu que les directions syndicales, bien qu'elles se disent « de gauche », ne sont point prêtes à s'opposer effectivement à la loi qu'elles dénoncent. Mais on voit aussi que les secteurs traditionnellement combatifs de la classe ouvrière, eux, sont prêts, sinon à entrer en lutte directement contre la loi, du moins à ignorer son existence et à lancer un défi au gouvernement. Et même parmi les cheminots, il est certain qu'il y aura sinon une majorité, au moins une très forte minorité qui va refuser l'offre de la direction des chemins de fer. Ce qui manque parmi les cheminots c'est des militants pour organiser le mécontentement général qui existe. Le P.C. anglais n'est pas du tout implanté et les groupes révolutionnaires n'ont pas de militants parmi les cheminots.

La grève des métallos...

Il y a une autre lutte qui ne concerne pas la loi anti-grève mais dont il faut parler. Il s'agit de celle des métallos. Le Syndicat des métallurgistes s'est décidé à poursuivre ses revendications sur la base de négociations locales. A Manchester et dans sa région, le syndicat, revendiquant surtout une augmentation de salaire de 4 livres (52 F) par semaine, la semaine de trente-cinq heures et le salaire égal pour les femmes, a imposé le refus des heures supplémentaires. La réponse des patrons a été le lock-out. Les ouvriers ont occupé les usines. Il y a maintenant plus de vingt usines occupées (les occupations d'usine étaient presque inconnues en Grande-Bretagne avant 1971). Mais là aussi on a vu une direction syndicale « de gauche » (Manchester est le fief de Hugh Scanlon, président du syndicat, « homme dur de gauche », appuyé par le P.C.) refuser d'essayer d'étendre le mouvement dans d'autres régions. Et la direction locale signe des accords avec des patrons individuels qu'elle refuse de rendre publics aux grévistes des usines occupées. En plus, le Comité régional de shop-stewards, qui ne fait pas partie des structures « officielles » du syndicat mais qui est un fief de la gauche traditionnelle dans le syndicat et donc de la direction actuelle et du P.C., vient de se déclarer prêt à négocier sur la base des seules augmentations de salaires, abandonnant dans la pratique la lutte pour la semaine de trente-cinq heures. Et cela dans une période où il y a plus d'un million de chômeurs dans le pays.

...et l'occupation des usines

Beaucoup de militants combatifs, surtout les sympathisants ou militants de notre organisation, se sont opposés à cette décision. Dans beaucoup d'usines occupées, c'est la semaine de trente-cinq heures qu'ont refusée les patrons. Comme compromis, le Comité propose d'imposer la poursuite du refus des heures supplémentaires. Les militants révolutionnaires refusent ce compromis et dans plusieurs usines la lutte pour la semaine de trente-cinq heures continue. En plus, les shop-stewards qui appartiennent à notre organisation essayent de mettre sur pied un Comité des usines occupées pour coordonner et pour étendre la lutte.

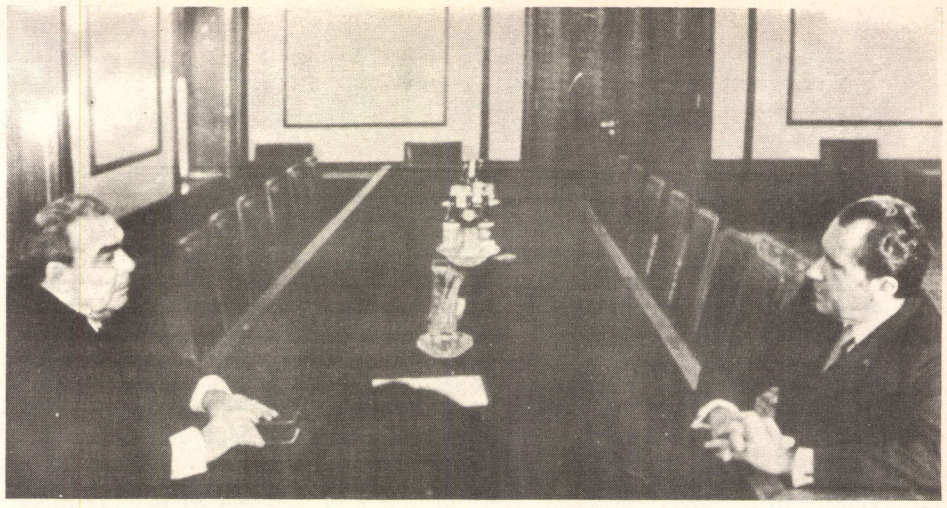
La Grande-Bretagne connaît une période de luttes ouvrières très importantes. La victoire des mineurs a montré ce qui est possible. La période à venir montrera si les autres travailleurs sauront repousser les trahisons et les hésitations des directions syndicales et tirer les leçons de cette victoire.

Richard KIRKWOOD
International Socialism
(Grande-Bretagne)
20 mai 1972

La grève des mineurs de 1972. Les grévistes contrôlent un camion à l'entrée d'une centrale électrique. (Ph. U.P.I.)

Grève des cheminots à Londres (1972). (Ph. U.P.I.)

L'ACCORD "HISTORIQUE" DU KREMLIN



Nixon et Brejnev face à face : une photo pour amuser la galerie, mais les marchandages se font dans le plus grand secret. (Ph. U.P.I.)

DE la recherche anti-cancéreuse à la lutte contre la pollution, de la coopération spatiale au règlement des incidents en haute mer, le voyage de Nixon à Moscou aura été marqué par une série d'accords sur les sujets les plus divers. A croire que le président américain aurait discuté de tout, traité de tout avec ses hôtes soviétiques, de tout... sauf de ce qui a motivé son voyage : le Vietnam.

Cela n'est pas pour étonner. Le vrai sujet du tête-à-tête Nixon-Brejnev est aussi le seul qui ne peut être traité publiquement. On le savait dès le départ. Les deux Super-Grands ne peuvent avouer qu'ils décident entre eux deux du sort des peuples du Sud-Est asiatique sans que ceux-ci aient la moindre voix au chapitre et en fonction des intérêts et des relations des seules deux grandes puissances.

Ils ne peuvent l'avouer parce que ce marchandage cynique va à l'encontre de l'image qu'ils voudraient donner d'eux-mêmes et de leur politique. Ils le peuvent d'autant moins qu'au Vietnam un peuple indomptable prouve chaque jour qu'aucune puissance au monde, si écrasante soit-elle, ne peut lui imposer sa loi, à lui qui a consenti à tous les sacrifices pour sa liberté.

Alors, pour décider non pas tant d'ailleurs du sort du peuple vietnamien, qui est en train de le trancher lui-même les armes à la main, mais même de celui des autres peuples de cette région du monde, Nixon et Brejnev doivent se cacher et négocier dans le plus grand secret. Comme des voleurs, comme des malfaiteurs.

Y a-t-il eu, y aura-t-il accord à ce sujet ? C'est la seule question importante qui s'est débattue ces jours-ci à Moscou, c'est aussi la seule à laquelle on ne pourra répondre que lorsqu'on aura constaté les effets d'une éventuelle entente des deux Grands sur le terrain. Car s'il y a accord, il restera secret ; et s'il y a désaccord nous n'en connaîtrons pas davantage les raisons réelles.

Alors, à défaut de pouvoir présenter au monde le point sur le vrai problème en discussion, on a trouvé pour les bonnes gens un autre accord « historique », celui sur la limitation des armements stratégiques.

En fait, cet accord est d'une portée bien limitée. D'abord parce que, même en admettant qu'il soit appliqué réellement, il n'arrête même pas complètement la course aux armements. S'il prévoit, en effet, que le nombre des missiles ou des anti-missiles doit être limité au nombre actuel dans chacun des deux pays, il ne dit rien du nombre d'ogives thermonucléaires que chacun peut porter ni de la puissance de celles-ci. Les spécialistes soulignent déjà que la vraie course aux armements va maintenant continuer dans cette direction, que de toute manière le nombre de missiles aussi bien en U.R.S.S. qu'aux Etats-Unis est largement suffisant pour anéantir plusieurs fois la planète entière, que la recherche militaire, dont l'accord ne souffle mot, va maintenant s'ingénier à multiplier la puissance des bombes portées par chaque missile.

En quelque sorte le présent accord ne fait qu'entériner la situation au point où elle en est, et constater que, chacun des deux adversaires ayant largement à sa disposition de quoi anéantir l'autre et éprouvant des difficultés financières et économiques à se suréquiper encore un peu plus dans l'immédiat, ils se proposent tous deux de faire une pause.

Et puis, qu'est-ce qui empêchera l'un ou l'autre de dénoncer l'accord à la première occasion lorsqu'il pensera que c'est dans son intérêt de le faire. Les deux signataires croient si peu eux-mêmes à la pérennité de ce qu'ils viennent de signer que l'accord relatif aux missiles n'est conclu que pour cinq ans et qu'une clause de dénonciation de l'accord est prévue, avec préavis (?), dans celui sur les anti-missiles. Il suffira que l'un d'eux pense avoir fait un progrès par rapport à l'autre dans ses recherches et pouvoir s'assurer un nouvel avantage, ou bien qu'il craigne au contraire de voir l'autre prendre du champ, ou encore, en tout cas pour les Etats-Unis, que des nécessités économiques le poussent à nouveau dans la voie de l'armement.

Cet accord est uniquement fonction des intérêts immédiats des deux puissances. Indépendamment des innombrables tricheries toujours possibles, il devient caduque dès que ces intérêts divergent à nouveau.

Ce n'est certainement pas grâce à lui que nous verrons demain les armes à la ferraille, encore moins que la paix définitive sur la terre sera assurée.

Tant il est vrai que la guerre menace non parce que les hommes ont fabriqué des armements mais parce qu'il y a des classes dirigeantes et des gouvernements qui les représentent prêts à y recourir pour défendre leurs privilèges. C'est de ces fauteurs de guerre qu'il faut se débarrasser pour se débarrasser de la menace de la guerre.

Et ce n'est pas un accord entre Nixon et Brejnev qui peut le faire.

Jacques MORAND.

MASSACRES AU BURUNDI :

L'héritage de l'impérialisme

Les bonnes âmes impérialistes s'indignent. Ce sont pourtant elles qui sont responsables de la barbarie. (Ph. U.P.I.)

SI l'absence de nouvelles confirmées ne permet guère de se faire une idée précise de l'étendue des massacres qui se déroulent au Burundi depuis un mois, la réalité de ceux-ci ne peut faire le moindre doute. Certains commentateurs parlent même de génocide, et évoquent la tragédie biafraise, ou celle qui se joua au Rwanda, le voisin septentrional du Burundi, il y a quelques années, au moment de l'indépendance, entre les mêmes ethnies Hutu et Tutsi en cause aujourd'hui.

« Rivalités tribales » **se contentent de dire certains, heureux d'avoir trouvé une explication facile, qui permet de faire retomber les responsabilités des divers drames qu'ont connus les pays d'Afrique noire depuis dix ans sur les survivances de la barbarie et sur l'état arriéré de ces pays.**

Rivalités tribales sans doute, mais dont il serait bon de s'interroger sur le contenu social. Héritage de la barbarie, bien sûr, mais pas nécessairement de celle à laquelle pensent certains.

C'est que les trois quarts de siècle de domination politique directe des impérialismes européens en Afrique n'ont nullement constitué un entracte dont on pourrait faire abstraction pour aborder les problèmes qui se posent aujourd'hui dans le continent noir, et encore moins une période de disparition progressive des vieilles formes sociales, sous l'influence bienfaisante de la civilisation européenne, comme le voudrait la légende colonialiste.

Pour maintenir leur domination, les puissances européennes se sont en effet appuyées sur les forces les plus archaïques et les plus réactionnaires, jouant savamment des rivalités tribales (qui recouvraient bien souvent des oppositions de classes plus ou moins claires) pour diviser les peuples africains, et pour recruter, en échange de quelques privilèges relatifs, un personnel politique à leur dévotion.

Le bilan de trois quarts de siècle d'œuvre « civilisatrice » de l'Occident européen, c'est finalement la misère généralisée, une situation politique et sociale souvent explosive et, pour compléter le tout, une pléiade d'officiers et de sous-officiers formés par les armées impérialistes à leurs méthodes, et chargés aujourd'hui de maintenir leurs peuples sous la botte.

Héritage de la barbarie, certes, ce qui se passe aujourd'hui au Burundi, comme ce qui s'est passé, se passe ou se passera dans beaucoup d'autres endroits, mais héritage de la barbarie impérialiste, qui est bien la pire de toutes.

F.D.

La liberté reste à conquérir en Grèce

MARDI 23 mai, le directeur du journal Athens News, *journal publié en anglais et en français, a été condamné à six mois et demi de prison ; il a été immédiatement incarcéré.*

Le prétexte de cette condamnation serait que le journal Athens News *a publié* « un titre trompeur » *qui ne correspondait pas au texte qui suivait.*

C'est ainsi que, depuis 1967, le directeur de ce journal est le sixième journaliste ou directeur de publication condamné et incarcéré pour des délits de presse.

Il faut dire qu'en Grèce existe toute une série de lois contre la liberté de la presse et que, de toute façon, toutes les pressions possibles sont exercées afin d'empêcher la publication de revues d'opposition.

C'est ce qui s'est d'ailleurs récemment passé avec la revue mensuelle d'opposition grecque Anti, *qui, ayant sorti son premier numéro il y a quelques semaines, n'aura pas de second numéro.*

Son directeur a été convoqué par la police et la décision a été prise de ne plus la faire paraître à cause « d'intimidations policières ».

Le régime des colonels, né d'un coup d'Etat, montre qu'il est loin, contrairement à ce qu'il prétend, d'avoir l'appui de la population et de laisser la liberté d'expression.

Pour se survivre, ce régime de dictature a recours à toutes les méthodes de répression et d'intimidation qui caractérisent ce genre de régime.

Pierre PLUMIER.

Il y a vingt-cinq ans

LE grand vainqueur de la Deuxième Guerre mondiale ce sont les Etats-Unis, la seule grande puissance industrielle qui non seulement n'a pas subi de destructions mais a encore accru sa capacité productive de façon considérable, celle-ci ayant pratiquement doublé de 1939 à 1944. Les autres impérialismes européens, au contraire, sont à genoux et désormais incapables de tenir tête à l'impérialisme américain. La perspective de la domination sans partage de la planète serait donc ouverte à celui-ci si l'URSS, elle, n'avait pas survécu à la guerre et même considérablement étendu sa sphère d'influence.

Dès la fin de la guerre, les U.S.A. ont commencé à déverser leurs dollars sur l'Europe, devenant ainsi la grande puissance créditrice à laquelle il est de plus en plus difficile de résister tant économiquement que politiquement. Mais la lenteur avec laquelle l'Europe se relève de ses ruines, les difficultés économiques dans lesquelles celle-ci continue à se débattre menacent de paralyser complètement les relations commerciales internationales. Les U.S.A. sont ainsi eux-mêmes menacés d'asphyxie, eux dont l'énorme potentiel industriel a eu vite fait de saturer le marché américain et qui a un besoin vital de se déployer à l'échelle du monde. De fait, en 1947, les USA sont menacés d'une nouvelle crise économique.

Mais surtout deux ans après la fin de la guerre, la grande peur commune d'une vague révolutionnaire, comme à la suite de la Première Guerre mondiale, qui avait rapproché l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin s'est estompée. Si dès avant la fin de la guerre ils s'étaient partagé le monde afin de jouer au mieux leur rôle de gendarme, maintenant l'antagonisme fondamental entre l'URSS et l'impérialisme réapparaît au premier plan et les USA sont tout prêts à remettre en cause le partage décidé à Yalta. Et dans l'immédiat, il s'agit de souder le camp pro-américain autour des Etats-Unis et de dresser un véritable barrage autour de l'URSS et de ses continuels alliés. En mars 1947, le président Truman a défini clairement ce qu'on appelle la politique de « containment » des USA : ne laisser aucun nouveau pays renforcer le camp de l'Union Soviétique.

Le Plan Marshall, systématisant et accélérant la politique économique déjà amorcée empiriquement par les Etats-Unis depuis la fin de la guerre poursuit un double but. D'une part, résoudre à court et à long terme les problèmes économiques des Etats-Unis, c'est-à-dire empêcher la crise d'éclater et s'assurer définitivement la mainmise sur l'Europe. D'autre part, prévenir toute extension du camp russe et si possible détacher certains pays d'Europe orientale de l'influence de Moscou. Préparant la formation d'un véritable bloc militaire contre l'URSS, le Plan Marshall marque véritablement le début de la guerre froide.

Deux ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale l'impérialisme commence à préparer une troisième boucherie.

Dominique CHABLIS.

George Marshall, secrétaire d'Etat. Le plan qui porte son nom marque la volonté des U.S.A. d'asseoir leur économie, leur mainmise sur l'Europe... **(Ph. U.P.I.)**

...et de prévenir toute extension de l'influence soviétique !

Berlin, zone occupée par les Russes. **(Ph. U.P.I.)**

avec le pla

UN PLAN D'AID

A la proposition d'aide à l'Europe lancée le 5 juin 1947 par le général Marshall, seize pays d'Europe occidentale ont répondu et ont formé un Comité de Coopération Economique Européen chargé de mettre concrètement sur pied le Plan Marshall. Dans son discours alléchant du 5 juin, Marshall avait en effet affirmé : « L'initiative doit venir de l'Europe car il ne serait ni bon ni utile que ce gouvernement (celui des Etats-Unis - N.D.L.R.) entreprenne d'établir de son côté un programme destiné à remettre l'économie de l'Europe sur pied. C'est l'affaire des Européens... ». Belles paroles destinées à faire miroiter une aide désintéressée des U.S.A. et à rassurer l'opinion publique ! La réalité, elle, est tout autre.

Les Seize se mettent de tout cœur à l'ouvrage et évaluent à 29 milliards de dollars l'aide qu'ils réclament pour quatre ans. Sous la pression du gouvernement américain, la commission des Seize accepte de limiter sa demande à 19 milliards de dollars. Le Congrès votera finalement l'European Recovery Program le 2 avril 1948 qui ne prévoit que l'octroi de 5 milliards de dollars sur douze ou quinze mois mais ne s'engage à rien par la suite. C'est la politique du morceau de sucre qui laisse espérer des crédits importants et n'accorde finalement après de longs délais et de laborieuses négociations que la portion congrue. Ainsi, aucun plan de reconstruction à long terme ne peut être mis sur pied d'autant plus que la forme de l'aide (prêts en dollars ou dons en nature) n'est connue qu'au dernier moment, d'autant plus qu'une suspension ou un rajustement de l'aide peut intervenir à tout moment.

D'autre part, l'aide ne permet pas non plus d'équilibrer la balance des paiements des pays européens qui sont obligés de continuer à épuiser leurs réserves. **Le Monde** évalue le déficit pour la France de 40 à 50 millions de dollars par mois après l'octroi de l'aide américaine ! Ces pays sont donc condamnés à être de perpétuels débiteurs vis-à-vis de l'impérialisme américain et à lui réclamer de façon toujours plus pressante de l'aide.

Cette situation permet naturellement aux Etats-Unis d'imposer leurs conditions. Sur le plan économique, le premier objectif des U.S.A. c'est que les crédits ou les dons qu'ils allouent permettent de satisfaire les besoins des USA eux-mêmes. Dans l'accord bilatéral franco-américain, il est précisé que : « Le gouvernement de la République française facilitera le transfert aux Etats-Unis d'Amérique, en vue de la constitution de stocks ou à d'autres fins, de produits originaires de France, dont les Etats-Unis ont besoin par suite de l'insuffisance effective ou éventuelle de leurs propres ressources à des conditions raisonnables (...), prendra toutes les mesures nécessaires (...) y compris le développement de la production en France des dits produits... ». Il s'agit de livrer des matières premières aux Etats-Unis qui tiennent par ailleurs à écouler en Europe le surplus de leur production agricole. C'est ainsi que les produits agricoles ont atteint 57,5 % des produits de l'E.R.P. lors des cinq premiers mois du programme, alors que l'outillage, pourtant nécessaire à la reconstruction, ne représentait que 0,88 % ! Et dans les produits agricoles, le tabac est en bonne place : pour la France, 14,3 milliards de dollars des sommes prévues doivent être consacrés à l'achat de cette précieuse denrée ! Le général Marshall s'en explique ainsi : « Il n'est pas aussi indispensable que les denrées alimentaires et les vêtements, bien entendu, mais il entre dans la catégorie des denrées stimulantes. On a observé que le fait de pouvoir disposer de tabac représente un stimulant efficace du moral et de la productivité ».

Et puis, non seulement le Plan Marshall procure des débouchés assurés à la production américaine mais un certain nombre de clauses visent à favoriser les investissements de capitaux privés américains, leur permettant ainsi de conquérir l'Europe.

Mais pour satisfaire le plus rationnellement possible les besoins de l'économie américaine, pour faciliter aussi la pénétration du marché européen par les capitaux privés américains, pour la soumettre le plus complètement possible à la domination de l'impérialisme américain il faut que l'Europe soit unie, qu'elle forme un tout économique. La pression des U.S.A. pour obliger les pays européens à coopérer, à abaisser leurs barrières douanières entre eux, à pratiquer une politique monétaire commune, sera constante. John Foster Dulles déclarait en décembre 1947 que « si les subsides américains n'étaient pas utilisés à réaliser l'unification de l'Europe, ils ne serviraient pratiquement à rien ».

Cette mainmise accélérée sur l'économie de l'Europe occidentale offre aux Etats-Unis un contrôle politique de tous les pays qui ont accepté l'aide. L'E.R.P. stipule bien que l'aide peut être suspendue à tout moment, en particulier quand « en raison de modifications de la situation, l'aide fournie n'est plus compatible avec l'intérêt national des Etats-Unis ». Une clause spéciale garantit l'investissement de 15 millions de dollars dans les

Tant que la situation d'après-guerre pouvait faire craindre des révoltes populaires, l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique s'entendirent pour maintenir l'ordre. A partir du moment où ce danger fut écarté, les Etats-Unis tentèrent de faire rentrer tous les pays d'Europe de l'Est occupés par l'U.R.S.S. dans leur orbite économique. Ce fut la guerre froide ouverte par le Plan Marshall. (Ph. U.P.I.)

an Marshall

DE AUX ÉTATS-UNIS EUX-MÊMES

entreprises de presse européenne pour assurer l'information et la propagande américaine.

Et dans la propagande américaine, l'anti-communisme est tout particulièrement à l'ordre du jour, car le Plan Marshall est dirigé contre l'U.R.S.S. Il s'agit en fait de contraindre tous les pays impérialistes à faire bloc derrière les U.S.A. qui visent à gendarmer la planète, à empêcher de nouveaux pays de glisser dans le camp soviétique et à long terme de détruire l'U.R.S.S. elle-même.

Aussi les mesures économiques du Plan Marshall ne pouvaient être qu'un prélude à une alliance plus étroite encore avec les pays qui l'avait accepté. Le président Truman déclare en mars 1948 : « Quoique le relèvement économique de l'Europe soit essentiel, des mesures relatives à ce relèvement économique seul ne sont pas suffisantes. Les nations libres d'Europe se rendent compte que le relèvement économique, s'il doit réussir, doit posséder quelques mesures de protection contre une agression intérieure et extérieure ». Et de fait, le Plan Marshall fut complété, le 18 mars 1948, par le pacte de Bruxelles, prélude à toute une série d'accords militaires prévoyant l'installation de bases américaines en Europe, et une importante aide militaire américaine à l'Europe.

Dès 1948, l'époque de la sainte alliance de l'impérialisme et de la bureaucratie russe est passée. L'impérialisme commence à préparer minutieusement et systématiquement la guerre contre l'U.R.S.S., guerre à laquelle il se sont inéluctablement poussé par ses difficultés grandissantes.

Cette guerre, dans les années 50, a finalement été évitée. A la guerre froide devait finalement succéder la période de « coexistence pacifique » que nous connaissons encore maintenant. Cela s'explique parce que l'impérialisme n'a jamais réuni les conditions politiques qui la permettait, la classe ouvrière n'ayant jamais été matée dans les grands pays industrialisés, et les peuples coloniaux se soulevant partout pour obtenir leur indépendance. Cela s'explique surtout parce qu'une nouvelle et relative prospérité économique du monde occidental éloignait la nécessité de mener la guerre contre l'U.R.S.S.

Pourtant, même si vingt-cinq ans ont passé maintenant, cette politique du Plan Marshall nous indique nettement dans quelle direction l'impérialisme peut chercher la solution s'il se retrouve plongé dans d'importantes difficultés.

Dominique CHABLIS.

la guerre froide commençait

La riposte de l'U.R.S.S. : le Rideau de fer

LES Etats-Unis avaient naturellement invité tous les pays d'Europe, y compris l'URSS à venir s'enchaîner à leur char doré, espérant peut-être par le biais du plan Marshall mettre la main sur les pays européens confiés à la garde de l'Union Soviétique à la fin de la guerre.

Mais il n'était pas nécessaire de faire preuve de beaucoup de génie politique pour comprendre que l'aide américaine était loin d'être désintéressée. Et si Molotov accepta de rencontrer Bevin et Bidault en juin 1947, ce fut pour s'indigner : « Que restera-t-il de l'indépendance économique et de la souveraineté nationale de ces pays ? » *et signifier son refus.*

Mais si l'URSS ne pouvait hésiter sur la réponse à donner aux offres américaines, les démocraties populaires, elles, avaient au contraire toutes les raisons d'hésiter.

Ces pays que les accords entre les grandes puissances avaient placés dans la zone d'influence soviétique n'en étaient pas moins des Etats fondamentalement hostiles à l'URSS. Car c'est en s'appuyant sur les couches sociales les plus réactionnaires que la bureaucratie russe est parvenue dans ces pays à mettre sur pied au lendemain de la guerre des appareils d'Etat capables de tenir tête à toute montée ouvrière.

Mais ces forces sociales et leurs représentants qui siégeaient en bonne place dans les gouvernements de tous ces pays n'aspiraient qu'à un relâchement de l'emprise de l'Union Soviétique et recherchaient systématiquement à se rapprocher des pays occidentaux.

Ainsi au fur et à mesure que leur économie est remise sur pied, leurs échanges commerciaux avec l'Europe occidentale et les USA se développent rapidement. En Hongrie, de 1946 à 1947, les échanges avec l'URSS ne cessent de baisser au profit de la Suisse, de la Grande-Bretagne et de la Suède. En Pologne, le commerce avec l'URSS qui représentait 91 % des importations et 93 % des exportations en 1945 ne représente plus, en 1946, que 70 % des importations et 50 % des exportations. Enfin l'URSS ne se trouve qu'au sixième rang dans les relations commerciales de la Tchécoslovaquie derrière les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Suisse, etc. Dans ce pays, en quelques mois, à la fin de 1946 et au début de 1947, on assiste à une baisse spectaculaire du commerce avec l'Union Soviétique et le gouvernement tchécoslovaque est fortement endetté auprès des USA.

En fait, ces pays n'envisagent pas de réduire leurs relations commerciales avec l'Occident et sont au contraire tout prêts à les amplifier encore, surtout ceux d'entre eux qui sont le plus industrialisés comme la Pologne et la Tchécoslovaquie. Leurs réactions à l'invitation américaine est bien significative. Tentés d'accepter la proposition de Marshall, ils devront finalement se plier aux exigences de l'URSS.

La Hongrie hésite plusieurs jours avant de répondre et, finalement, refuse. En Pologne le gouvernement qui délibère le 8 juillet sur cette question se prépare à accepter. Mais la radio de Moscou s'empresse d'annoncer que la Pologne a refusé l'aide ; effectivement, le lendemain le gouvernement polonais fait connaître sa réponse : négative !

En Tchécoslovaquie, le Conseil du Cabinet s'est prononcé le 4 juillet en faveur de l'aide américaine mais le 9 juillet une délégation conduite par Gottwald part pour Moscou. Staline leur déclare que « le plan Marshall n'a d'autre but que l'URSS ».

La délégation s'empresse de téléphoner à Prague où l'on parvient, paraît-il, à rattraper de justesse à l'aéroport les délégués tchécoslovaques qui partaient pour Paris afin de discuter de l'E.R.P. ! Toujours est-il que le gouvernement tchécoslovaque faisait connaître son refus le 10 juillet en ces termes : « La participation de la Tchécoslovaquie pourrait être interprétée comme une atteinte aux rapports existant entre elle et l'Union Soviétique, ainsi qu'avec ses autres alliés. »

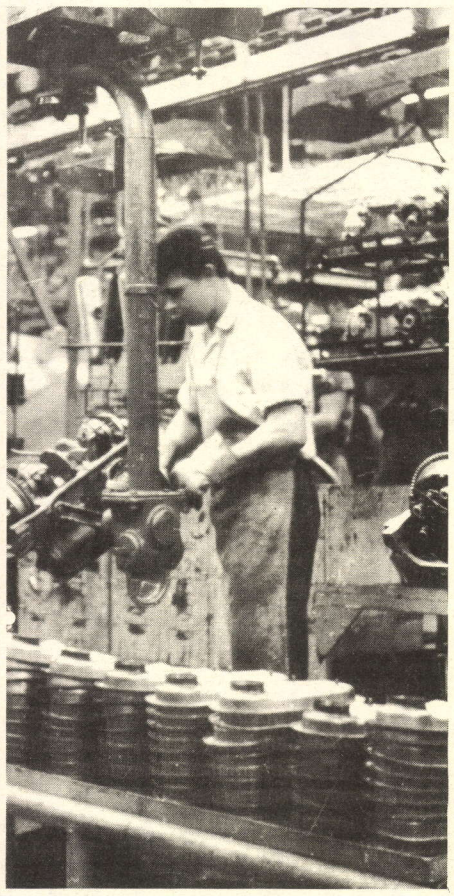
Ainsi l'URSS était parvenue à mettre un coup de frein aux tendances centrifuges des Etats qu'elle-même avait contribué à mettre sur pied et dont elle tenait à garder le contrôle. Mais leurs réactions au plan Marshall vont être pour elle une sonnette d'alarme. Comme d'autre part, la mobilisation du camp occidental autour des Etats-Unis est de toute évidence dirigée contre elle, elle va désormais renforcer considérablement sa pression sur ses pays, y instaurant même une terreur qui, seule, peut, en fin de compte, freiner leur évolution vers l'Ouest.

En effet, non seulement l'URSS impose à ces Etats dès 1947 un contrôle économique beaucoup plus étroit mais elle élimine les uns après les autres de leurs gouvernements et même de la vie politique tous les partis pro-occidentaux. Elle devra compléter cette reprise en main par l'épuration des partis communistes eux-mêmes qui, n'étant en rien de véritables partis prolétariens, subissent eux aussi l'attraction des pays capitalistes.

Ainsi au plan Marshall l'URSS a répondu en abaissant le «rideau de fer». Le monde était désormais divisé en deux blocs hostiles : la guerre froide commençait.

D.C.

LE DÉBRAYAGE DES PROFESSIONNELS DE RENAULT-BILLANCOURT



LE 18 mai, la C.G.T. appelait les professionnels de l'usine à débrayer pendant quatre heures. Elle était la seule organisation syndicale à appeler à ce débrayage, la C.F.D.T. et F.O. ayant refusé de s'y associer. La C.G.T. a attendu la veille du débrayage pour contacter les autres syndicats alors qu'elle faisait des réunions dans les ateliers, alors qu'elle avait déjà décidé des mots d'ordre, des formes et de la durée du débrayage.

En fait, la C.G.T. voulait faire de ce débrayage son débrayage, tant sur l'usine vis-à-vis des professionnels, que vis-à-vis de l'extérieur, puisqu'elle avait organisé une opération « vérité sur Renault » en plein Paris. Elle tenait aussi à mettre en avant ses revendications et ses solutions concernant les problèmes de l'emploi qui se posent à Billancourt pour un certain nombre de professionnels et de techniciens qui travaillent dans des secteurs en voie de disparition comme la Machine-Outils ou le Matériel Agricole.

Malgré la division syndicale, près de la moitié des 5.000 professionnels que compte Billancourt ont débrayé le 18. Il est vrai que la C.G.T. est très implantée chez les professionnels, mais il est vrai aussi que les sujets de mécontentement ne manquent pas et que là les travailleurs avaient une occasion de manifester leur sentiments. Ils ne s'en sont pas privés.

Il y avait parmi eux beaucoup de travailleurs et en particulier les jeunes qui entendaient faire de ce débrayage une occasion de manifester leur mécontentement contre les mauvaises conditions de travail, la paie qui paraît à tous de moins en moins suffisante, et les promesses jamais tenues de la direction.

Du carrefour Zola, des cars emmenèrent les grévistes à l'Hôtel de Ville où ils distribuèrent à la population le tract de la C.G.T. « La vérité sur Renault », favorablement accueilli par les passants qui s'arrêtaient pour discuter avec les ouvriers en cotte.

La présence de la « bande à Marcellin » ne fit que redonner du tonus aux ouvriers qui accueillirent les flics plus que fraîchement. La C.G.T., profitant de l'apparition d'une caméra, organisa autour de la place un défilé aux cris de : « Dreyfus menteur », « L'Etat des patrons peut et doit payer », « Les actionnaires sont mécontents », défilé qui dût jouer quelque temps avec les flics qui voulaient l'arrêter.

Finalement, les responsables C.G.T. firent remonter tout le monde dans les cars, direction Boulogne. Sur le parcours, les travailleurs qui étaient venus là pour crier leur mécontentement profitèrent de la traversée de la capitale pour se manifester par des slogans et dire aux collègues de ceux qui voulaient les empêcher de manifester ce qu'ils pensaient d'eux.

Correspondant L.O.

L'annulation de la grève dans l'enseignement technique

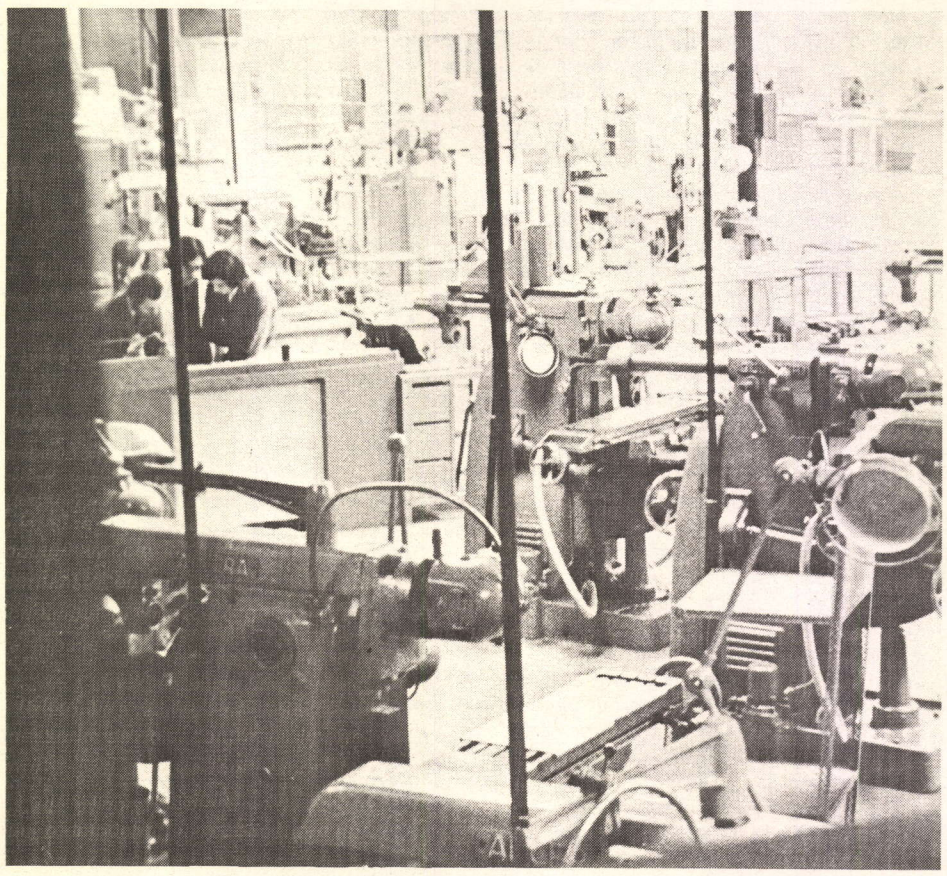
UNE grève générale de trois jours était prévue les 24, 25, 26 mai dans l'enseignement technique à l'appel de tous les syndicats. Tous ensemble pour une fois, ils s'étaient mis d'accord pour réclamer la revalorisation des indices, choisissant cette seule revendication parce qu'il valait mieux, expliquaient-ils, exiger peu mais bien, plutôt que tout à la fois.

Outre la surprise de voir leurs syndicats se lancer dans une grève relativement longue en pleine période d'examen, les enseignants ont eu une deuxième surprise encore plus brutale. Le mot d'ordre de grève était annulé, le gouvernement avait cédé. Les indices étaient revus, les professeurs d'atelier jusqu'à présent moins payés que ceux de l'enseignement général se voyaient augmentés et pour l'ensemble des enseignants du technique, il était question d'une augmentation variant de 150 à 400 F par mois. Cela pouvait passer pour un succès, le gouvernement n'ayant pas l'habitude d'accorder quelque chose même après de nombreuses grèves.

Seulement, derrière ce succès, il y a évidemment une contrepartie plus que sérieuse. Le problème des indices est loin d'être le plus important. Par contre, celui des auxiliaires, des possibilités de titularisation et de la sécurité de l'emploi a été mis aux oubliettes. Cela fait d'ailleurs longtemps que la C.G.T., dans le technique, se borne à des revendications catégorielles et refuse même de prendre une position de principe pour la suppression immédiate de l'auxiliariat. Et le gouvernement en a profité. En accordant des augmentations il a, en même temps, accru les difficultés de titularisation pour les professeurs d'atelier, qui jusqu'à présent devaient justifier de cinq ans de métier et passer un concours d'un niveau proche de celui du bac technique, et à qui l'on demandera maintenant deux ans d'études supérieures après le bac. Quant aux professeurs d'enseignement général, recrutés le plus souvent avec une licence (ce qui correspond à deux ou trois ans d'études supérieures), on leur demandera quand même de repasser un concours pour rentrer dans une école normale où ils referont deux ans d'études !

Voilà donc ! Si les enseignants vont pouvoir toucher une petite compensation de salaire en regard de la hausse du coût de la vie, le problème des garanties de travail et de salaire pour les auxiliaires reste entier.

D. LEGER.



Les professeurs techniques font les frais, entre autre, de cette prétendue « victoire ». (Ph. L.O.)

A LA BOSTIK (Montmagny) LA DIRECTION A CÉDÉ

A la Bostik, usine de colle adhésive située à Montmagny, où travaillent 250 ouvriers et employés, à la surprise générale, les revendications présentées fin avril par les délégués du personnel CGT (les autres syndicats s'étant abstenus), ont été prises partiellement en considération, le 5 mai, alors que l'habitude de la direction est de renvoyer les propositions aux calendes grecques.

Il est vrai que les camarades de l'usine Freitag, voisine de la Bostik, s'étaient mis en grève illimitée à ce moment-là. Et bien que leur mouvement ait échoué, la direction de la Bostik a certainement craint que nous suivions leur exemple ! D'autant plus qu'actuellement, les affaires marchent bien : il y a un mois d'avance par rapport à l'année précédente en ce qui concerne le chiffre d'affaires, d'autre part du fait de la réfection de certains ateliers, la production a été arrêtée pendant quinze jours au mois de mars; il y a donc un certain retard à rattrapper. La direction a donc préféré faire des concessions avant qu'une grève n'éclate.

Les avantages accordés ne sont pas négligeables. Pour la première fois, à la Bostik, l'harmonisation des salaires du personnel masculin et féminin va être effective, ce qui jusqu'à présent n'était pas le cas : pour le même travail, il y avait des différences allant jusqu'à 130 F. La prime annuelle passe de 60 % à 100 % à compter du 1er juillet, ce qui équivaut au treizième mois. En ce qui concerne les augmentations de salaire, alors que la CGT réclamait une augmentation de 5 % avec un minimum de 150 F, la direction s'est montrée plus réticente. Elle n'accorde que 3 % d'augmentation sur la masse salariale, à partir du 1er mai, laissant aux délégués le soin de répartir cette augmentation. C'est ce qui fut fait après une réunion du personnel. Finalement, après avis général, la répartition se fit ainsi :

— 60 F pour les salaires inférieurs à 1.500 F ;

— 50 F pour les salaires supérieurs à 3.000 F,

ce qui fait que les salaires les plus bas à la Bostik sont maintenant de l'ordre de 1180 F.

Cela donne la mesure de ce qu'il aurait été possible d'obtenir par la lutte.

Correspondant L.O.

leur nouvelle société

CITÉ DU BURCK - Mérignac (Gironde)

Les locataires s'organisent contre l'augmentation scandaleuse des charges

AU début de l'année, les locataires du Burck étaient priés de verser le complément des charges pour l'année écoulée, pour l'année 1971. Au Burck, en plus d'un acompte de charges mensuel (60 F pour un F2), les locataires doivent verser chaque année un complément de charges qui se situait d'ordinaire dans les 150 F. Or, pour l'année dernière, la société gérante demande aux locataires de payer un complément de charges qui tourne autour des 500 F ! Certains locataires doivent payer jusqu'à 700 francs ! On s'imagine quelle fut l'indignation des locataires : 500 F à payer en plus du loyer et de l'acompte des charges de cette année !

Face à cette scandaleuse augmentation des charges, la réaction des habitants ne se fit pas attendre : si certains se résolurent à payer, bien qu'ils eussent la très nette impression de se faire voler, d'autres ne payèrent qu'une partie de la somme et la plupart s'abstinrent carrément de payer. Un habitant de la cité déposa au bureau de tabac une pétition protestant contre l'augmentation abusive des charges. La pétition se couvrit très vite d'une centaine de signatures, puis les choses en restèrent là pendant plus d'un mois. La société gérante envoya aux locataires une deuxième lettre pour leur demander de payer dans les délais les plus brefs. Le responsable de la pétition décida d'organiser avec l'aide de quelques locataires une réunion des habitants du Burck. Cette réunion commençait à 21 h. Dès 21 h 15, plus d'une centaine de locataires étaient déjà dans la salle bien que les affiches appelant à la réunion ne soient restées que vingt-quatre heures dans les cages d'escalier, le syndic les ayant fait enlever. De nombreuses femmes participaient à la réunion, en particulier des femmes assez âgées qui n'étaient pas parmi les moins bruyantes. La réunion commença dans le brouhaha, car tous les participants parlaient dans leur coin avec leurs voisins : l'animation qui régnait témoignait de la colère des locataires. D'ailleurs, la moitié des présents déclarèrent n'avoir pas encore payé le complément des charges. Quelques-uns étaient décidés à ne rien payer du tout.

Celui qui avait organisé la réunion proposa la formation d'un Comité de locataires qui irait demander des comptes à la société gérante. Puis la discussion dévia sur d'autres sujets, chacun ayant son mot à dire sur la saleté des escaliers, sur les aires de jeux, sur le gardien, sur le chauffage... Après diverses interventions, on décida de constituer un Comité comprenant un représentant par bâtiment. A l'appel du nom de presque tous les bâtiments, quelqu'un se désigna et s'inscrivit pour être représentant de son bâtiment et membre du Comité. Le Comité ainsi constitué s'engagea à aller demander des comptes à la société gérante, « Immo Gestion » au nom de l'ensemble des locataires. Très certainement, la grève du paiement des charges sera envisagée. Mais d'ores et déjà, le succès de la réunion a montré que les habitants du Burck étaient loin d'être prêts à accepter une telle augmentation des charges.

Correspondant L.O.

FACULTÉ DE CENSIER (Paris)

IL A SUFFI QUE LES VIGILES PARTENT POUR QUE LE CALME REVIENNE

FERMEE un moment sur décision rectorale, la faculté de Censier réouvrait, le lundi 24 avril, avec des vigiles à la porte.

Aussitôt, plusieurs centaines d'étudiants, réunis en assemblée, décident d'imposer le retrait des vigiles, et d'aller de suite leur parler de plus près sans chercher pour autant la bagarre. Pris de panique devant le nombre et l'ardeur des étudiants, ces messieurs se sont vite réfugiés dans une salle. Bloqués à l'intérieur, certains sont sortis par la fenêtre pour aller prévenir la police ! Elle fut bien vite sur les lieux, et envahit la faculté en tabassant à volonté : un directeur d'U.E.R. a eu le crâne ouvert, un étudiant a été inculpé pour rébellion, etc.

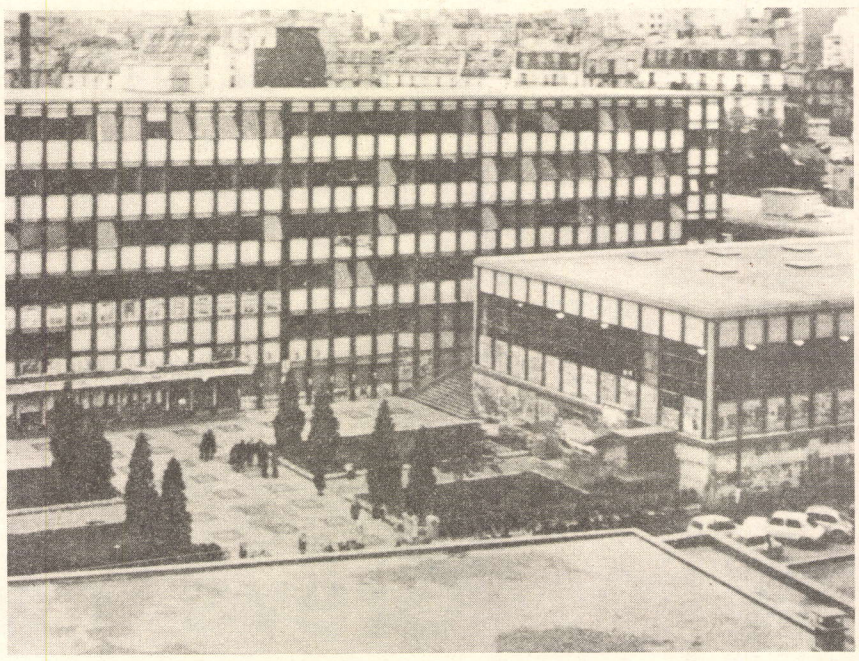
Le soir même, une poignée d'étudiants se heurtaient violemment aux C.R.S. à Jussieu, après un vaste meeting de protestation.

Le lendemain, mardi 25, la faculté ouvrait, toujours avec les vigiles. Quant à la police, elle avait investi le quartier Censier-Jussieu, menaçante et prête à intervenir, et ne s'en retira que le jeudi 4 mai.

Devant cette situation, les enseignants, soutenus par la masse des étudiants, fermaient les portes des étages : la grève des cours était totale. Le retrait immédiat et définitif des vigiles était exigé.

Mais il faudra attendre le jeudi 4 mai, pour que le recteur se décide à les retirer pour le lendemain. Et vendredi 5 enfin, les hommes de main partis, tout reprenait normalement son cours.

Ainsi, devant la réaction unanime des enseignants et des étudiants, le recteur a dû revenir sur sa décision d'instaurer ses vigiles à Censier. On ne peut bien sûr que s'en féliciter.



(Ph. L.O.)

Comme on ne peut aussi que se réjouir du départ du « souk », qui fut à l'origine de toute l'affaire. L'hostilité sensible de bon nombre d'étudiants, pour ne pas parler des enseignants et du personnel ; l'attitude des révolutionnaires, enfin poussés à se délimiter des trafiquants et pratiquants de drogue, a écarté ces derniers de Censier.

Correspondant L.O.

licenciements

PROGIL-PONT-DE-CLAIX (Isère)

Un licenciement abusif...

qui n'est pas resté sans réponse

MARDI 9 mai, la direction de Progil-Pont-de-Claix (Isère) avertissait un ouvrier de son licenciement. Ce travailleur, de l'atelier Cumène, était en équipe 4x8. La direction lui reproche, selon elle, d'avoir « refusé » de venir travailler en heures supplémentaires le dimanche 7 mai où il était de repos, cela pour remplacer un travailleur malade.

En fait, l'ouvrier licencié n'aurait pas refusé. Averti seulement deux jours avant, il avait prévenu qu'ayant pris des engagements ultérieurs, il lui était impossible de venir le dimanche.

De cela, la direction ne tint pas compte. Elle le considéra comme « absent » et le licencia pour « abandon de poste ».

Comme « par hasard », il se trouve que ce travailleur est loin d'être inactif sur le plan syndical...

Dans la nuit de mardi à mercredi, certains militants commencèrent à discuter avec les postés.

Mercredi matin 10 mai, l'ouvrier licencié se présenta normalement pour prendre son poste à 4 heures, accompagné de deux délégués. Mais les gardes l'empêchèrent de rentrer, sur ordre de la direction.

Mercredi soir, les syndicats CGT et CFDT informèrent le personnel par tracts.

Jeudi 11 mai, jour de l'Ascension, il y avait peu de monde à l'usine, il ne se passa donc rien.

Vendredi, les postés et bien des journaliers discutent entre eux. Ils ne sont pas contents. « Il faut réagir et marquer le coup ». « Cela peut arriver à chacun de nous ».

La réunion exceptionnelle du C.E. a lieu dans la journée. Le C.E. refuse le licenciement. L'entretien direction-délégués du personnel ne donne rien.

Malgré les réticences de certains membres du PCF à lancer une action autre que platonique, devant les pressions des ouvriers du rang, les syndicats donnent finalement le feu vert pour une grève des postés de 24 heures. Début : samedi à 12 heures.

Le samedi à 11 heures, des piquets sont mis en place aux deux entrées Nord et Sud. Ces piquets se reformeront à chaque entrée du personnel jusqu'au dimanche midi.

La grève a été très bien suivie par les postés qui ont le sentiment d'avoir montré au patron qu'il ne licencierait plus l'un d'eux sans que le personnel réagisse.

Mardi 16 mai, une assemblée générale du personnel est prévue pour discuter des suites à donner à cette action.

Une grève était déjà prévue pour les jeudi et vendredi suivants au sujet des salaires. A l'heure où nous écrivons, il semble que cette grève sera bien suivie, le cas de l'ouvrier licencié étant d'ores et déjà mis en avant dans cette nouvelle grève. Correspondant L.O.

BESANÇON

POUR LES JEUNES QUI S'ENNUIENT, ON CONSTRUIRA UN COMMISSARIAT

MONTRAPON, un quartier de HLM en voie de délabrement, l'usine, le C.F.P.A., les cages d'escalier pour tout « loisir », les rondes de flics qui vous contrôlent pour vérifier si à tout hasard votre mobylette ne serait pas en règle, voilà la vie que nous offre la société du profit et de l'exploitation.

Mais dans la semaine du 8 mai, ô joie !, on nous proposait d'aller nous amuser : c'est-à-dire aller nous délester une partie de notre maigre paie à la fête foraine du quartier.

De nombreux jeunes s'y étaient donné rendez-vous le dimanche, histoire de passer un moment, quand pour une broutille, une bagarre éclata entre les jeunes du quartier et ceux du C.F.P.A. Elle se terminait le lundi soir avec pour bilan une fracture du crâne et un certain nombre de bosses.

Aussitôt les braves gens et les flics de se scandaliser : ceux-ci en essayant de calmer les esprits ; ceux-là en multipliant les rondes, les contrôles d'identité et les rafles de jeunes. Ils ont même mûri le savant projet de construire un commissariat dans le quartier. Pour ces choses-là, les crédits ne manquent pas, bien sûr...

Voilà ce que le capitalisme nous offre. Aux jeunes : l'exploitation, l'ennui, la rue ou la télé ; les parents, eux, se demandent comment ils pourront payer les impôts, les traites de fin de mois ou tout simplement la réparation du chauffe-eau qui tombe en ruine, avec les salaires légers qu'ils touchent.

Tant que les rapaces qui nous gouvernent considéreront les quartiers ouvriers comme des ghettos bons à entasser la chair à travail, ce ne sont ni les rares maisons de jeunes, ni le renforcement des forces de « l'ordre » qui empêcheront de tels faits de se reproduire.

C'est une société sans travail abrutissant, où nous pourrons vivre et profiter des richesses que nous produisons, une société fraternelle sans violence et sans misère que nous construirons quand nous aurons renversé le régime d'exploitation de l'homme par l'homme, son Etat et ses flics.

Pollution à Joué-les-Tours

INSTALLEE dans la zone industrielle de Joué-les-Tours, l'usine Dambros, productrice de désherbants, a arrêté sa fabrication le 24 février. Construite depuis deux ans, elle ne fonctionnait que depuis octobre 1971. Mais dès le début de février, de nombreuses plaintes des agriculteurs et jardiniers voisins étaient enregistrées à la préfecture : la croissance de la végétation sur plus de 400 hectares de terres cultivables et de jardins était bloquée par le dépôt des vapeurs condensées émanant de l'usine Dambros, et contenant un désherbant sélectif (pour la culture du maïs).

Les riverains touchés se sont constitués en « Association de défense des sinistrés », et ont déposés cent dix-sept plaintes à la préfecture.

La Nouvelle République **écrivait alors que l'affaire Dambros allait prendre** « le tour plus serein de toute affaire rendue sur le plan judiciaire ». **Mais c'était compter sans les agriculteurs décidés à imposer une solution moins sereine peut-être, mais plus rapide. Le jour même du référendum, ils manifestaient leur mécontentement en bloquant la circulation pendant toute la matinée à Joué-les-Tours, avec quelques dizaines de machines agricoles.**

A cela vient de s'ajouter un nouvel élément : les riverains ont constaté, plus d'un mois après la fermeture de l'usine que les plantes — venant pourtant de lieux non contaminés — continuent à mourir. Des poissons sont morts dans un bassin, des brebis sont devenues aveugles, et de nombreuses personnes ont demandé des arrêts de travail pour fatigue générale.

Du chlore s'échappait de cinquante-sept fûts de chlorure cyanuryle, rongés par le produit.

Il a fallu que quatre cents personnes, agriculteurs, jardiniers, etc., occupent l'usine le 1er mai pour que le préfet fasse évacuer les fûts percés, par la Protection Civile. Le stock de fûts restant sera entreposé dans des locaux fermés.

Mais ceux des agriculteurs qui sont restés longtemps sur les lieux après la visite du préfet ne sont sûrement pas satisfaits par les demi-mesures décidées. Si en moins de cinq mois, cinquante-sept des fûts métalliques, importés du Japon en décembre, ont pu se percer, qu'adviendra-t-il de ceux qui restent ? Ce ne sont certainement pas les portes du hangar qui empêcheront les vapeurs de chlore de se répandre, de détruire la végétation, et de rendre malades hommes et bêtes.

Une fois de plus, les patrons ont montré le peu de cas qu'ils font de la santé de leurs ouvriers, et de l'environnement des usines, pourvu que les profits soient assurés.

Mais on a pu voir aussi comment l'Etat, ici en la personne du préfet, est peu pressé d'intervenir efficacement contre les industriels responsables de la pollution. L'intervention des flics, c'est bon pour briser les piquets de grève ouvriers. Avec un patron, on « s'arrange » en famille.

Correspondant L.O.

« Dambros, nos légumes ». Maraîchers et agriculteurs en ont assez que l'on méprise leur santé et leur travail. (Ph. L.O.)

PARIS :

Grève des hôtesses du Théâtre de la Ville

LE 10 mai 1972 à 19 h 30, comme chaque jour, préparation par les huit hôtesses du Théâtre de la Ville des programmes à distribuer : il s'agit en un quart d'heure de joindre aux programmes habituels un encart explicatif. Il fallait ajouter exceptionnellement ce jour-là une note relative à la présence d'un danseur du corps de ballet d'Oslo.

Limitées par le temps, les hôtesses ne l'inclurent pas, mais le distribuèrent aux spectateurs en même temps que leurs programmes.

C'était contrevenir gravement aux habitudes de l'établissement puisque les hôtesses reçurent le lendemain la note suivante :

A Mmes les Hôtesses

De la part

de Robert Doizon *le 11 mai 1972*

Nous nous permettons de vous rappeler que l'insertion de l'encart dans les bibles distribuées aux spectateurs entre dans le cadre des attributions des hôtesses.

Nous sommes désolés d'adresser un avertissement à Mlle L., Mlle G., Mlle C.

qui, se refusant à ce travail de quelques minutes lors de la soirée Cullberg de la soirée du 10 mai (*) et pour leur attitude incorrecte à l'égard de M. Slama

(*) interdisant ainsi à de nombreux spectateurs de prendre connaissance d'une information concernant le spectacle.

R. DOIZON.

Bel extérieur, mais conditions de travail déplorables !

Trois avertissements entraînent le licenciement. Pourquoi un avertissement à trois d'entre elles seulement ? C'était pourtant une attitude collective.

Ne recevant pas d'explication satisfaisante du chef du personnel, elles décidèrent la grève spontanément d'autant plus que leurs conditions de travail, déjà inadmissibles allaient en se dégradant :

— aucun statut, pas de contrat ;

— l'annexe de convention collective les concernant n'a jamais été signée ;

— un licenciement collectif chaque fin de saison (donc trois mois de chômage) sans assurance de réengagement pour l'année suivante ;

— aucune définition d'un jour de repos (parfois 14 jours d'affilée de travail, sans majoration prévue par le Code du travail) : jour de repos travaillé non majoré à 100 %, heures de travail après minuit non majorées à 100 % ;

— impossibilité de prévoir les heures de sortie puisque les hôtesses sont à la disposition totale de l'administration ;

— temps de repas tributaire de la durée du spectacle (depuis le 2 mai un quart d'heure pour certaines hôtesses, une demi-heure pour les autres) ;

— avantages en régression : pourcentage de la vente des esquimaux diminué de 3 %, obligation d'acheter les collants et chaussures réglementaires fournis les années passées par le théâtre ;

— prix du repas (10 F) pour un salaire tributaire du succès ou de l'échec du spectacle (plusieurs soirées supprimées pour *Les possédés*) ;

— salaire horaire, 5,71 F.

AUCUNE DEMANDE D'ENTREVUE N'AVAIT JAMAIS ABOUTI.

Mais les hôtesses sont solidaires, et entendent bien poursuivre leur action.

Correspondant L.O.

FEUILLETON

VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

NOTES AMERICAINES

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, " Le bois qui pleure " **est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.**

De la découverte des applications de la gomme de l'hévéa, au développement de l'industrie du pneumatique, Le bois qui pleure **brosse une vaste fresque d'un siècle d'histoire autour de ce personnage central : le caoutchouc.**

Les deux précédentes nouvelles, « L'Essai » **et** « Les six roues d'un camion », **se déroulaient en Allemagne nazie, et sur le front allemand d'Afrique du Nord, pendant la Deuxième Guerre mondiale où les chimistes, et les camions allemands, sont aux prises avec les problèmes du caoutchouc synthétique.**

Cette dernière nouvelle nous emmène dans les U.S.A. en guerre, en 1942. Randolph Warrens est accusé d'avoir empêché le développement du caoutchouc synthétique aux U.S.A. parce que son entreprise coopérait avec une société allemande, l'I.G. Farben.

— Certainement pas. Je proteste...

— Vous protestez... mais voyons. Est-il vrai que l'I.G. Farben et vous, vous vous étiez partagé le monde, bien déterminés à ne laisser pénétrer personne dans cette chasse gardée ? Que le programme de l'I.G. Farben concernant le caoutchouc synthétique était financé, subventionné et contrôlé par le gouvernement de Mr. Hitler, et qu'en fait, vos partenaires — l'I.G. et le gouvernement hitlérien — ne sont qu'une seule et même chose ? Est-il vrai que l'I.G. Farben refusait de vous communiquer les perfectionnements apportés à la fabrication du Buna-S, et qu'ils vous interdisaient d'en fabriquer vous-même ? Qu'ils vous empêchaient de passer vos brevets à aucune autre compagnie américaine ? Et cela ils le faisaient parce que le gouvernement allemand ne voulait pas que les Etats-Unis connaissent ou apprennent quoi que ce soit sur la fabrication du Buna. Est-ce vrai, oui ou non, Mr. Warrens ?

— Non, ce n'est pas vrai. Toutes les informations dont nous avions besoin sont contenues dans les brevets. D'ailleurs, à cette époque, nous ne nous intéressions pas encore suffisamment au caoutchouc synthétique pour devoir les utiliser, sénateur Christians.

— Ah ! vous ne vous y intéressiez pas ! Le caoutchouc synthétique ne vous intéressait pas ?

— En 1929 ? Pendant les années qui ont précédé la guerre ? Non. Et vous, sénateur ? répartit Warrens, et il vit avec plaisir que Christians était cloué pour un instant.

— Mr. Warrens, dit le chef conseil, pendant les années qui ont précédé 1939, vous avez été sollicité par l'une ou l'autre des grandes entreprises qui désiraient vous acheter une licence sur vos brevets. Vous avez alors refusé de la leur accorder ou, du moins, vous avez fait traîner les choses en longueur de manière à décourager ces compagnies. Pourquoi l'avez-vous fait ?

— Nous n'étions pas encore satisfaits de la qualité de nos produits et ne pouvions, par conséquent, délivrer de licences.

— Voulez-vous dire qu'à présent vous connaissez mieux la fabrication du caoutchouc synthétique qu'à cette époque ?

— Certainement. Et d'ailleurs, dès que nous nous sommes trouvés dans la nécessité de le fabriquer, nous avons poussé les expériences le plus loin possible.

— Pourquoi ne l'avez-vous pas fait plus tôt, avant que le feu ne dévore les combles ?

— Parce que, Monsieur le sénateur, une entreprise privée ne peut dépenser que des sommes limitées pour ses recherches. Nous n'avons pas de contribuables pour payer l'addition. Dès que le gouvernement eût commencé à financer le programme du caoutchouc, nous sommes allés de l'avant, et depuis, nous avons fait de remarquables progrès.

— Je n'attendais pas de votre part une apologie du contrôle gouvernemental de l'industrie, dit Christians, mais je l'apprécie. Venant de vous, c'est un compliment.

— Je n'ai aucunement l'intention de faire l'apologie de quoi que ce soit. On me pose des questions, j'essaie d'expliquer les faits, répondit rageusement Warrens.

— Voyons, Monsieur Warrens, dit le chef conseil, la guerre commencée, lorsque vous avez prévu les difficultés auxquelles nous allions nous heurter, quant à notre approvisionnement en caoutchouc brut, avez-vous, de gaieté de cœur et volontairement, mis au service du pays les ressources de votre compagnie ?

— Nous avons proposé de réunir les quatre grandes compagnies de caoutchouc et de mettre au point un programme unifié.

— Oui, cela nous le savons. Dès que vous avez été séparés de vos amis allemands, vous avez essayé de créer un autre cartel, ici, aux Etats-Unis ; vous avez tenté de faire passer sous votre contrôle la jeune industrie du caoutchouc synthétique. Vous n'avez pas transmis vos connaissances dans ce domaine aux autres compagnies. Au lieu de ça...

— Monsieur le sénateur, vous savez ou vous ne savez pas qu'il n'est pas d'usage dans le monde des affaires de remettre à son concurrent ses secrets de fabrication sur un plateau d'argent, dit Warrens exaspéré.

— Peut-être ; mais quand Goodyear et Goodrich ont voulu se lancer dans la fabrication du caoutchouc synthétique avec leurs propres brevets, et sur la base des recherches de leurs propres laboratoires, qu'avez-vous fait ? Les avez-vous aidés ? Leur avez-vous donné des conseils ? Ou du moins, les avez-vous laissés tranquilles ? Non, Monsieur Warrens, non. Vous avez intenté un procès à l'une de ces maisons et menacé l'autre d'une semblable poursuite en contrefaçon. Et ces attaques en justice ont eu lieu à quelle époque ? En octobre 1941 ; deux mois avant Pearl Harbour, vous empêchiez ce pays de fabriquer du caoutchouc qui lui était aussi nécessaire que le pain.

— C'était légitime techniquement ; nos amis chez Goodyear et Goodrich l'ont compris, dit faiblement Warrens. C'est la procédure la plus courante lorsqu'il s'agit d'immobiliser une affaire en suspens, jusqu'à ce qu'un accord soit intervenu entre les parties...

— Monsieur Warrens, c'est *vous* qui avez employé le terme « immobiliser », ce n'est pas moi, dit Christians, et il se rassit.

Warrens, furibond, alluma une cigarette. J'ai perdu le premier round, se dit-il. Mais c'est le dernier qui compte.

— M. Canfield, dit Hoyt au petit homme sec qui cachait son visage congestionné sous les reflets de grosses lunettes convexes, M. Canfield, peut-être cela est-il pour vous sans importance, pour vous ou pour la W.P.B. et la Division des opérations industrielles, mais je vous assure que pour nous, c'est une question de vie ou de mort. Nous sommes fabricants de tétines pour bébés depuis 1857 ; nous avons une renommée bien établie de fournisseurs de tétines confectionnées à la main, qui s'ajoutent simplement ou qui se vissent. Nous en fournissons aux hôpitaux, aux intermédiaires, aux drugstores, aux magasins à la chaîne et aux grossistes, dans toute l'Amérique et les pays alliés. Je viens d'en parler au colonel Lyons, il pense comme moi que l'exportation des marchandises de caoutchouc ne doit pas être interrompue dans les pays alliés, et tout particulièrement dans les Etats de l'Amérique latine. Voici la situation : nos stocks de tétines sont près d'être épuisés, et il faut absolument que le problème de nos attributions soit résolu, de manière à ce que nous puissions assurer à nos clients une distribution ininterrompue. Je comprends bien que des prescriptions sont maintenant formulées par l'office de la production, en ce qui concerne les répartitions du caoutchouc brut pour la fabrication de tétines, et je tiens à spécifier que nous sommes prêts à supporter notre part de sacrifices, à nous plier aux restrictions qui s'imposent et à collaborer à l'action du gouvernement. Mais, M. Canfield, permettez-moi de vous faire remarquer une chose, et je vous prie instamment de la prendre en considération. Les prescriptions devraient limiter le poids brut du *caoutchouc* utilisé pour la fabrication des tétines plutôt que le poids du *mélange* employé... C'est bien clair, n'est-ce pas, M. Canfield ?

— Oui, dit Canfield désarçonné. Seulement je ne vois pas très bien où vous voulez en venir, M. Hoyt.

— Voyez-vous, M. Canfield, je ne sais pas jusqu'à quel point vous connaissez la fabrication des tétines, mais...

— Nous avons eu deux bébés nourris au biberon à la maison, c'est à peu près tout ce que j'en sais, dit Canfield avec un petit éclair d'humour dans les yeux, et Hoyt reprit son élan.

— Voici de quoi il s'agit, Monsieur Canfield : toute tétine moulée a, à sa base, des bavures qu'il faut couper. Les tétines qui se vissent économisent la matière première, parce que les chutes ne sont jamais que du mélange assez pauvre en caoutchouc dont se composent leurs bases. Il en résulte que le poids brut de caoutchouc nécessaire à la fabrication des tétines qui se vissent est moins grand que celui que requièrent les autres modèles. En d'autres termes, s'il s'agit de limiter la consommation du caoutchouc, il vaudrait mieux que ces restrictions portent sur le poids brut plutôt que sur les spécifications, et que ce soient les experts qui règlent ces détails. Le modèle à vis exige moins de caoutchouc que l'autre, ce qui est normal, parce que l'effort de tension que nécessite l'ajustement de ce dernier n'existe pas dans le modèle à vis qui, de ce fait, n'a pas besoin d'être aussi résistant... Je parle des tétines moulées seulement, Monsieur Canfield. Nous avons abandonné la fabrication par trempage dès le début des

FEUILLETON

restrictions. Si vous nous laissez décider nous-mêmes combien de vis et combien d'autres...

Dans les bureaux du gouvernement, il y avait deux sortes de fonctionnaires, et Hoyt les connaissait toutes deux maintenant. Les uns faisaient semblant d'être profondément intéressés, absorbés, et même fascinés par les problèmes du demandeur ; ils le regardaient fixement dans les yeux, secouaient tristement la tête, et au moment du départ, distribuaient des sourires encourageants et des tapes amicales sur l'épaule sans avoir rien accordé du tout. Les autres feignaient d'être tellement occupés et surchargés de travail qu'ils avaient toujours quatre choses différentes à faire simultanément. Ils lisaient des lettres, signaient des documents, fouillaient dans leur tiroir, jetaient des notes sur des blocs, téléphonaient et dictaient des memoranda tandis que l'on parlait dans le vide. Canfield appartenait à cette dernière catégorie.

Quand Hoyt eut fini de parler, il s'arracha d'un dossier rouge particulièrement absorbant, du genre statistique, et lui fit un mince sourire.

— Ainsi, vous êtes le mari d'Effie McCreely, dit-il ; cette résonance humaine, inattendue, avait l'air de venir du coffre d'un distributeur de chewing-gum.

— Oui, je suis le mari, dit Hoyt ; il s'en était si souvent rendu compte que son amour-propre en avait les angles un peu rognés.

— Je l'ai connue quand elle était un bébé. J'étais à son baptême, du temps où les McCreely vivaient encore dans la vieille maison. Elle était toute chauve.

— Chauve, Monsieur ?

— Oui, chauve comme un œuf, mais un gentil brin de fille tout de même. Bon, pour en revenir à vos tétines, je ne vois vraiment pas ce que je puis faire à ce propos. Je sais à peine de quoi nous parlons. Il faut absolument tout spécifier...

— Mais c'est ce que nous venons de faire, M. Canfield, dit Hoyt en ouvrant sa serviette. J'aimerais me référer à nos lettres du 17 février et du 11 mars, dans lesquelles figurent des spécifications détaillées et précises... D'ailleurs, il se trouve que je possède la copie de ces lettres.

— Ah ! oui, oui, vraiment ? dit Canfield qui oublia complètement la présence d'un visiteur dans son bureau et se mit à se curer les ongles avec son coupe-papier. Il y eut cinq longues minutes de silence absolu, interrompu seulement par le hurlement pénétrant d'une sirène d'alarme aérienne, qui, Hoyt le savait, était essayée tout les jours à midi tapant. Canfield eut l'air de revenir de très loin, d'un lieu vraisemblablement rempli de visions admirables, de dossiers à l'infini, et s'aperçut que son visiteur attendait toujours.

— Savez-vous qui vous devriez voir, Mr. Hoyt ? dit-il d'un air pensif. C'est M. Clapper ; connaissez-vous Clapper ? Vous n'avez qu'à aller au Temporary H ou D... ou je ne sais quoi, et obtenir un rendez-vous avec Clapper. Vous lui montrerez votre attribution et vous pourrez ensuite régler ces détails avec lui ; c'est notre expert, et un très gentil garçon...

Hoyt fut sur le point de dire qu'il n'avait pas encore reçu d'attribution, mais il se rattrapa à temps, évitant ainsi de déplaire à Canfield : il le remercia, serra la main sèche et osseuse du vieux bureaucrate et sortit.

— Messieurs, dit George Tyler au Comité Spécial de la Commission des Conseillers de la Défense Nationale, vous m'avez demandé de vous faire un rapport de base sur les moyens de se procurer du caoutchouc brut ; en d'autres termes, vous désirez savoir quelles sources de caoutchouc végétal nous restent dans la situation difficile que nous devons affronter. L'année dernière, les Etats-Unis ont consommé 766 000 tonnes de caoutchouc brut, dont 97 % venaient d'Extrême-Orient, de sources que nous avons complètement perdues. Cette année, nous nous attendons à consommer environ 655 000 tonnes; en 1943 ce sera à nouveau 785 000 tonnes, et la même quantité, ou même davantage en 1944. Ces chiffres indiquent le caoutchouc dont nous aurons besoin pour l'armée, la marine et la défense, et aussi pour le ravitaillement de nos alliés, nos amis et nos bons voisins, mais ils ne comprennent pas la moindre livre pour les pneus civils, pas la moindre livre, messieurs. Pour faire face à cette demande de 2 225 000 tonnes, nous avons un stock de 693 000 tonnes, à quoi viennent s'ajouter les 434 000 tonnes en route sur nos cargos. Que Dieu leur permettre d'atteindre un port ami, c'est tout ce que je puis souhaiter. Il y a, comme vous pouvez le voir au premier coup d'œil, une marge énorme entre les tonnes dont nous aurons besoin au cours des trois prochaines années critiques et celles que nous possédons. J'ai peur d'être obligé de dégonfler certaines illusions que vous semblez nourrir à l'endroit de plusieurs projets soumis à vous et discutés par vous. Les projets de ce genre surgissent chaque fois que la demande de caoutchouc brut dépasse les possibilités du marché. J'ai vu tout le monde se précipiter à la recherche de caoutchouc en 1910, à l'apparition des premières automobiles, et de nouveau entre 1922 et 1927, quand le plan Stevenson nous avait étranglés. Eh bien ! si nombreuses que soient les plantes dont on puisse extraire du latex, seul l'Hévéa brasiliensis s'est révélé la source la meilleure et la plus durable. Ces dernières années, 97 % de caoutchouc de plantation, contre 3 % seulement de caoutchouc sauvage proviennent de l'hévéa. Peut-être avez-vous lu quelque affirmation fantastique quant à la qualité illimitée de caoutchouc sauvage qui croît dans les jungles de l'Amazone. Eh bien ! il est fort possible qu'il en pousse autant là-bas, mais le problème est de savoir comment le sortir de là et nous le faire parvenir. L'année dernière, le Brésil a exporté 18 000 tonnes et même en supposant qu'avec de grands efforts, cette quantité puisse être doublée, cela ne représente encore pas grand-chose.

« Supposons à présent que vous mettiez votre espoir dans l'extraction du caoutchouc de plantes que nous pourrions faire pousser dans nos jardins. Il y a le guayule, la baguette d'or, l'euphorbe, et cette fois nous avons même le pissenlit russe. De ces espèces, le guayule, dont la culture assez décevante autrefois peut sans aucun doute être améliorée dans l'avenir, pourrait vraisemblablement fournir environ 5 000 tonnes en 1944, et davantage les années suivantes ; un seul inconvénient : nous n'avons pas le temps d'attendre, nous en avons besoin dès aujourd'hui. Les autres projets, j'ai le regret de le déclarer, ne sont que de la pure fumisterie. Ils nous reste quelques plantations que n'ont pas encore envahies les Japonais. Messieurs, je tiens à signaler ici que les grosses compagnies de caoutchouc des Etats-Unis ont fait tout leur possible pour nous rendre indépendants des fluctuations du marché international. U.S. Rubber, Goodyear, Summit Rubber possédaient de grosses plantations à Sumatra, et nous sommes fiers de le dire, les plus grands progrès dans la culture du caoutchouc, spécialement dans le domaine de la greffe, ont été accomplis dans ces plantations créées et entretenues par des capitaux et des entreprises américains. Pendant des années, des efforts constants ont été faits pour briser le monopole de l'Extrême-Orient sur le caoutchouc. Les plantations de Henry Ford au Brésil, de Firestone dans le Libéria et de Goodyear à Costa Rica et Panama sont le résultat de ces efforts. Malheureusement, aucune de ces plantations n'a encore atteint un rendement intéressant. Firestone, par exemple, a importé environ 8 000 tonnes du Libéria en 1940, et continue d'importer. Ce n'est pas mal, mais ce n'est évidemment qu'une goutte d'eau dans l'océan de nos besoins. De Ceylan, si tout va bien, nous obtiendrons quelque 50 000 tonnes, et quelques tonnes encore de Nouvelle-Guinée. C'est là tout le caoutchouc de plantation qui nous reste. La seule chose que nous eussions pu faire pour nous rendre indépendants, c'eût été de créer une vaste industrie de caoutchouc synthétique. Eh bien ! pourquoi ne l'avons-nous pas fait ? Messieurs, je parle en homme d'affaires : les prix étaient absolument prohibitifs. Le caoutchouc synthétique revient à un dollar la livre, contre 16 à 22 cents pour le caoutchouc naturel. Si quelqu'un s'était levé au Congrès et avait demandé au pays un crédit de millions et de billions de dollars pour la fabrication d'un caoutchouc synthétique douteux à un dollar la livre, alors que l'on pouvait acheter du caoutchouc naturel de première qualité pour 16 cents et moins, une protestation se serait élevée, un tintamarre de tous les diables aurait réveillé le pays entier, et l'on aurait considéré le gouvernement comme mûr pour la maison de santé. En mai 1940, le Président se mit à étudier sérieusement le problème de l'approvisionnement en caoutchouc des Etats-Unis au cas où nous serions coupés de nos sources d'Extrême-Orient... et si vous pensez que c'était un peu tard pour commencer à s'en préoccuper, ce n'est pas moi qui vous contredirai. Dans tous les cas, dès que le gouvernement a eu ses crédits, il s'est mis à accumuler à fond de train des réserves de caoutchouc. Ils ont acheté tout le caoutchouc qu'ils ont pu trouver, et si cette matière n'est pas arrivée aussi vite et en aussi grande quantité que nous le voulions, nous n'en devons pas blâmer notre gouvernement, mais le Comité International de Réglementation du Caoutchouc, qui représente les intérêts anglo-hollandais, et qui a maintenu les restrictions concernant les envois des plantations, même à cette heure tardive.

(à suivre)

livres

TROTSKY d'Isaac Deutcher

LA collection 10/18 vient de publier la biographie de Trotsky, par Isaac Deutscher. Pour l'instant, seul « Le prophète armé » est paru, en deux volumes. « Le prophète désarmé » et « Le prophète hors-la-loi (L'exil) » sont annoncés incessamment.

Cette œuvre de Deutscher, dont l'édition originale est depuis longtemps épuisée, est intéressante à plus d'un titre. D'abord pour tous ceux qui veulent connaître la vie et l'œuvre de Trotsky, ses luttes et ses combats, ce livre est précieux. Ensuite parce que Deutscher, lui-même ancien militant de l'Opposition de gauche polonaise (trotskyste), sait souvent rendre avec précision l'atmosphère qu'entoure le combat que menèrent les militants trotskystes, tant en URSS que dans le reste du monde, contre la dégénérescence stalinienne et pour la préservation du marxisme révolutionnaire.

Sérieux et précis, l'ouvrage dans son ensemble accorde cependant sinon trop de place du moins trop d'importance à l'anecdote. Le rôle des individus apparaît primordial par rapport à l'analyse des forces sociales et économiques qui ont engendré la dégénérescence stalinienne.

Le défaut principal de l'ouvrage est de considérer Trotsky avant tout comme un personnage historique et accessoirement comme un militant révolutionnaire. Dans le troisième tome à paraître, le reproche sous-jacent que Deutscher adresse au fondateur de l'armée rouge en exil est de s'être un peu trop préoccupé d'organiser des petits groupes sans importance, et qui n'eurent guère de succès, au lieu de garder intacte et immaculée l'image grandiose et romantique d'un « prophète » chassé par les siens.

La tâche que s'assignait Trotsky vis-à-vis du prolétariat mondial était de préserver l'héritage du bolchevisme et cela malgré toutes les calomnies, malgré tous les échecs, malgré toutes les désertions. Et préserver cet héritage ne consistait pas seulement à écrire articles, textes, brochures et livres, ce que Trotsky faisait fort brillamment, mais également à tenter de rassembler des hommes autour de ces idées, même s'ils étaient fort peu nombreux. Séparer l'analyse politique du combat politique, comme le fait Deutscher, c'est finalement s'empêcher de comprendre ce que fut réellement le combat de Trotsky pour la révolution socialiste. Moins que quiconque Trotsky ne se voulut « prophète » et ses prévisions politiques n'eurent qu'un but : armer moralement la classe ouvrière pour lui permettre d'accomplir sa tâche historique.

Jean LIEVIN.

cinéma

Avoir vingt ans dans les Aurès

d'Alain Vautier

AVOIR vingt ans dans les Aurès est **le premier film d'Alain Vautier. Engagé aux côtés du F.L.N. pendant la guerre d'Algérie, il a recueilli par la suite les témoignages de plusieurs centaines de rappelés qui ont passé trente mois en Algérie. C'est à partir de ces témoignages qu'il a bâti son film : huit jours de la vie d'un commando de chasse dans les Aurès au moment du putsch des généraux. De ces témoignages, un fait ressort. Des jeunes qui ne voulaient pas partir se sont retrouvés contraints de tuer pour se défendre, ou même amenés à y prendre goût.**

Ni Vautier, ni ses acteurs ne sont des professionnels. Cela se sent dans le jeu souvent maladroit, dans le caractère décousu du récit, en particulier dans la dernière partie du film, longue et mélodramatique.

Mais ces défauts ne font que rendre plus apparent l'aspect « document » qui est l'essentiel du film. Même si les acteurs ne sont pas excellents, ce qu'ils font, ce qu'ils racontent, a l'accent de la vérité.

Les « héros » du film sont une dizaine de jeunes rappelés, un peu contestataires, dont certains militaient même en France contre la guerre d'Algérie, et qui se retrouvent à faire la même chose que les autres, à tirer à vue sur tout ce qui bouge, à détruire les villages, à torturer et à abattre les prisonniers... sous les ordres d'un lieutenant d'extrême-droite.

Tous, y compris l'ex-militant syndicaliste, y compris l'objecteur de conscience qui refuse de mettre des balles dans son fusil, se retrouvent pris dans le même piège. A Paris, ils ont manifesté pour ne pas partir, puis ils sont partis quand même en pensant continuer à faire quelque chose sur place. Mais sur place il n'y a plus pour eux d'autre réalité que leur uniforme, d'autre cadre que l'armée, d'autre but que défendre sa peau...

Pourtant, au moment du putsch, le commando emprisonne son lieutenant qui voulait rallier les généraux. C'est un des meilleurs moments du film où l'on voit le commando immobilisé dans la montagne, dans l'attente d'un hélicoptère bloqué au camp par la rébellion, écouter à la radio les discours ronflants et les appels à l'unité, à l'honneur de l'armée, de la patrie, etc. Les rappelés proclament la fin de l'armée, de la guerre, la quille tout de suite. Mais le lendemain, l'hélicoptère revient avec la discipline, les hommes fusillent un prisonnier encombrant et la guerre continue.

Témoignage sur les rappelés, Avoir vingt ans dans les Aurès **est aussi un témoignage sur une sale guerre. Un des hommes du commando parle :** « Ils tuent un de nous, on en descendra cent... ». **Les images de villages détruits, de civils massacrés se succèdent. Comme le dit Alain Vautier dans l'introduction de son film, au moment où les Massu et les Bollardière réécrivent la guerre d'Algérie à leur manière, il était bon de montrer ce qu'elle a été.**

Et pour cette raison, son film, même s'il ne présente qu'un point de vue très partiel, et peut-être justement pour cela, est un des plus intéressants et des plus vrais qui aient été tournés sur la guerre d'Algérie.

D. TALSAND.

TÉLÉVISION : SÉLECTION DE LA SEMAINE

MERCREDI 31 MAI
1re CHAINE, 22 h 30
Les conteurs : « L'adieu au Faubourg ».
Un vieil artisan ébéniste, à la veille de son expulsion de son atelier, racontera et fera revivre le Faubourg Saint-Antoine, un des quartiers populaires les plus attachants de Paris.

DIMANCHE 4 JUIN
1re CHAINE, 20 h 40
« La métamorphose des cloportes ».
Un film de Pierre Granier-Deferre, d'après le livre d'Alphonse Boudard.
Un « série noire » qui se laisse voir et qui n'est pas dénué d'humour.

échos de la fête...

Il y aurait encore bien des choses à dire sur la fête de Lutte Ouvrière. **Mais on ne raconte pas trois jours de fête en quelques lignes. Et plutôt qu'un récit résumé et incolore, nous avons préféré publier ces échos de la fête, recueillis ici et là au cours de ce week-end par des camarades, et plus significatifs finalement de l'atmosphère qui régna à Presles ces 20, 21 et 22 mai.**

● LE P.C.F., PRESENT MALGRE LUI

Surprise aux guichets d'entrée : un visiteur demande en plaisantant si on fait une réduction sur présentation de la carte du Parti Communiste Français.

— **Dis leur pas ça,** dit un de ses copains, en plaisantant lui aussi, **ils vont nous faire payer l'entrée plus cher !**

Et d'exhiber sa carte du P.C.F., comme pour montrer qu'on peut être membre du Parti Communiste Français, et venir à la fête de **Lutte Ouvrière.**

Ce n'est pas nous qui dirons le contraire. Et il y avait en effet un certain nombre de militants et de sympathisants du P.C.F. à notre fête, dont certains vinrent défendre les positions de leur Parti au cours des forums et des multiples discussions qui se succédèrent durant ces trois jours.

● PAUSE-CAFE

Un camarade fait la circulation dans les rues de Presles. Il est là depuis déjà longtemps. Un voisin, compatissant, lui apporte du café. Et puis, la discussion s'engage. Il s'agit d'un militant du Parti Communiste Français de Presles. Il a vu le tract des C.D.R., et affirme que c'est « dégueulasse ».

— **D'ailleurs,** ajoute-t-il, **la section du P.C.F. de Presles va prendre position publiquement là-dessus. Il ne faut pas laisser passer ça.**

Un signe parmi bien d'autres qui montre que, pour de nombreux militants du Parti Communiste Français présents à Presles ces jours-là, les « gauchistes » de **Lutte Ouvrière** n'étaient pas des ennemis à abattre.

● PRESLES ET LA FETE DE « LUTTE OUVRIERE »

Samedi après-midi, une voiture s'est garée devant l'entrée d'un pavillon. Le propriétaire ne peut plus rentrer sa voiture. Lorsque les camarades responsables de la circulation arrivent à plusieurs pour déplacer la voiture bouchon, ils s'attendent à être fraîchement accueillis par le propriétaire. A leur grand soulagement, il n'en est rien. Il leur a d'ailleurs fallu l'attendre un peu, car, pour ne pas gêner la circulation, il est reparti faire le tour du lotissement le temps que nous arrivions. A son retour, il n'a pas un mot de reproche pour ceux qui, par leur fête, provoquent de tels embouteillages, et il remercie les camarades d'avoir fait vite.

Dimanche après-midi, on fait prévenir l'un des responsables à la circulation que la rue par laquelle passent les cars est complètement bloquée. Effectivement, lorsqu'il arrive sur les lieux, les voitures qui stationnent des deux côtés de la rue (notre parking est plein à craquer) empêchent le premier car de passer. Au milieu de cet encombrement, deux habitants de Presles aident à repousser sur le côté les voitures qui gênent le plus. Quand ils remarquent le brassard rouge du camarade, ils l'appellent :

— Vous feriez bien d'envoyer du monde pour faire ranger les voitures un peu mieux. Depuis 14 heures, je suis là à faire la circulation ; je ne pouvais quand même pas laisser tous vos visiteurs bloqués. Alors, si vous pouviez me remplacer...

L'autre riverain intervient :

— Enfin, ce n'est pas trop grave. J'ai ouvert le portail de mon chantier pour que les voitures puissent faire demi-tour si c'est nécessaire. Mais tâchez d'arranger cela que je puisse aller voir la télé.

Ni l'un ni l'autre ne sont hargneux, bien au contraire. Et pourtant, le moins qu'on puisse dire, c'est que la fête a quelque peu troublé leur week-end.

Le lendemain, alors qu'un camarade passe au même endroit, une dame qui se tient à sa porte l'interpelle :

— Alors, vous faites la circulation ? Hier, c'est mon mari qui l'a faite.

Comme le camarade l'en remercie et qu'il s'excuse du tracas que nous lui causons, elle lui répond qu'il est normal d'aider des gens qui doivent être débordés par tout le travail que représente une telle fête. Quant au dérangement, cela ne compte pas : elle ne fait pas de politique, mais elle est pour que ceux qui veulent organiser des rassemblements le fassent comme ils l'entendent. D'autant, dit-elle, qu'elle n'a qu'à se féliciter du comportement des militants de L.O., et les commerçants de l'affluence que nous provoquons à la Pentecôte dans Presles.

Pendant que la discussion se poursuit sur un ton très amical, passe une voiture qui cherche à se garer. La dame invite tout bonnement le conducteur, qui va à la fête, à se garer devant son portail : elle-même n'a pas de voiture, et par conséquent cela ne la gêne pas.

Il y a bien quelques habitants de Presles qui nous ont fait la tête pendant ces trois jours, mais dans l'ensemble, la majorité a été très compréhensive, voire même très coopérante.

BOYCOTT

Juste avant l'ouverture de la fête, le tract suivant était diffusé à la sauvette dans les rues de Presles :

TOUJOURS LES GAUCHISTES... TOUJOURS LES GAUCHISTES... TOUJOURS LES

Habitants du Val d'Oise

LA GRANDE FETE « FOLKLORIQUE ET POPULAIRE » DE LUTTE OUVRIERE, **LE JOURNAL TROTSKYSTE** VA ATTIRER DES MILLIERS DE GAUCHISTES PARISIENS A PRESLES.

N'ALLEZ PAS DONNER VOTRE ARGENT A CEUX QUI :

— BRULENT LES VOITURES
— SACCAGENT LES LIEUX PUBLICS ET LES MAGASINS
— SABOTENT LES ETUDES DES ENFANTS.

BOYCOTTEZ LES GAUCHISTES !

C.D.R. 95 - C.D.R. 95 - C.D.R. 95 - C.D.R. 95 - C.D.R. 95 - C.D.R. 95 - C.D.R. 95 - C.D

Et pour faire bonne mesure, les auteurs de cette prose, ou leurs amis, arrachèrent pendant la nuit les panneaux de signalisation spéciale de la fête.

Tout cela n'empêcha évidemment pas la fête d'être un succès, et de nombreux habitants de Presles de s'y rendre.

Les gens de la majorité n'ont décidément pas plus de chance quand ils appellent au boycott que lorsqu'ils demandent de voter « oui ».

échos de

La pause casse-croûte.

Rouen : des camarades qui ont de la tripe.

Après avoir joué aux « cadences infernales » ?

● « L'HOMME AU FOYER »

Au stand « L'homme au foyer », *une compétition serrée opposait les candidats à ce titre. Il s'agissait de coudre un bouton, d'éplucher une pomme de terre, de repasser un torchon, de donner les prix d'un certain nombre de produits de consommation courante et de langer un bébé, tout cela dans le minimum de temps. On pouvait être inquiet quand on voyait les différentes techniques utilisées par certains candidats, mais le cobaye était, fort heureusement, un baigneur en celluloïd !*

Une excellente mise en condition, en tout cas, pour la visite de l'exposition « La femme et le socialisme » *située juste à côté.*

● LES « CADENCES INFERNALES »

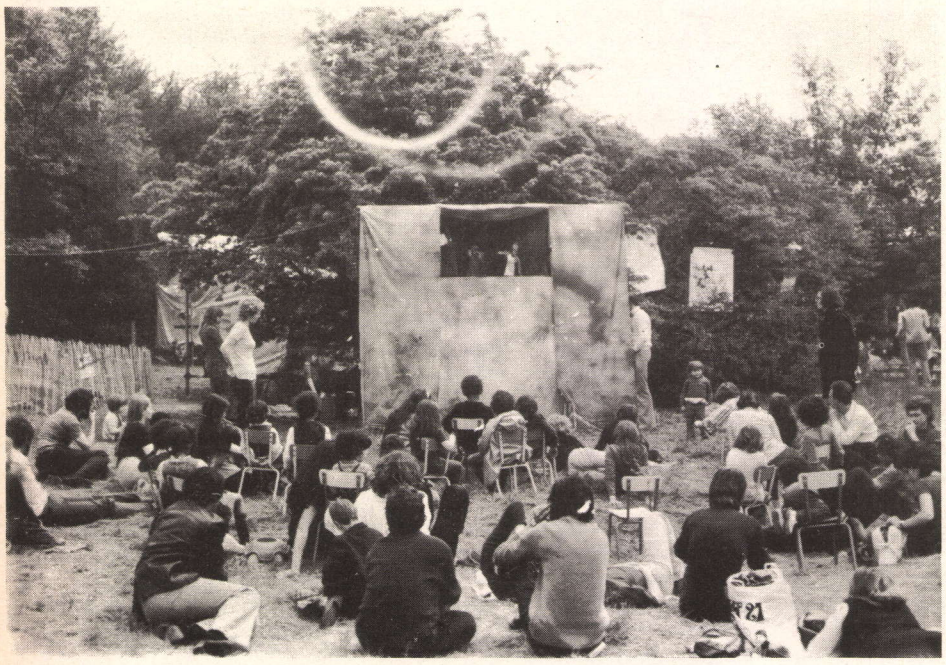
Si de nombreux travailleurs étaient venus à Presles pour se changer de l'usine, le stand des « cadences infernales » n'en a pas moins connu un vif succès.

A côté d'une exposition de statistiques, photos et affiches sur le manque de sécurité et les accidents dans les entreprises... un établi où tous ceux et celles (et elles furent très nombreuses) qui le voulaient ont pu faire vérifier par des « chronos » indulgents s'ils tenaient ou non les temps.

C'est une scie dans une main, des boulons dans l'autre et encouragés par des supporters nombreux, que tous eurent à cœur — une fois n'est pas coutume — de « couler » les temps.

la fête...

Un hâvre de repos... pour les parents !



« Les rois de la fête » au spectacle.

Le stand de Combat Ouvrier

A signaler que le plus mauvais temps masculin (avec abandon d'ailleurs) fut réalisé par un « professionnel » de chez Renault ! Pour tous (même cet escargot) il y eut des lots dont une paire de bleus, un casque de sécurité, des blouses de chimistes, des paires de gants et lunettes de sécurité, etc. Enfin, pour récompenser le plus mauvais temps féminin, un collier constitué de chutes de tubes, qui, pour ne pas faillir à la tradition, fut entièrement fait « en perruque » à l'établi du stand par les concurrents et concurrentes eux-mêmes !

● ET LA DIGNITE ?

Dans un groupe « contestataire » sur la pelouse une jeune femme s'indigne :

— Ce n'est pas une fête populaire, tout est payant.

— Tu as déjà vu des fêtes gratuites ?

— Non, mais justement, celle-ci est comme les autres.

Un jeune ouvrier intervient alors :

— Mais oui, ma belle, on est encore en régime capitaliste et c'est pour l'abattre que nous luttons.

Un autre contestataire :

— Alors ceux qui n'ont pas de pognon ne peuvent pas venir s'amuser à la fête ?

— Ceux qui n'ont pas de pognon ? Tu as vu les prix ? Dix francs l'entrée pour trois jours, du cinéma, du spectacle, des jeux et la campagne : tu dépenses plus en restant dans ta piaule.

La première contestataire :

— Au moins, on aurait pu laisser ceux qui n'ont pas de pognon.

— Tu en connais ?

— A côté de moi, on a refusé l'entrée à un jeune qui n'avait pas de carte.

— Tu as de l'argent, toi ?

— Oui.

— Alors qu'est-ce que t'attendais pour lui acheter une carte ? Raconte pas d'histoires. On sait bien qu'il y a quelques parasites prêts à profiter de tout.

— Il y a des immigrés qui ne peuvent venir s'amuser à la fête de **Lutte Ouvrière** faute d'argent.

— Regardes donc autour de toi, des Espagnols, des Portugais, des Nords-Africains, des Africains, des Antillais. Apparemment, ils s'amusent et, de plus, ils s'intéressent.

— Et les chômeurs ?

— Quoi les chômeurs ? On n'est quand même pas dans une situation catastrophique à ce point.

— Et les grévistes ?

— Eh bien, oui, les grévistes, tu en connais ? Actuellement, je ne connais pas de grandes grèves dans la région parisienne. Si cela existait, on ne manquerait pas de les inviter pour qu'ils fassent connaître leur expérience et pour communiquer la chaleur de leur combat. D'ailleurs, ce fut le cas l'an dernier avec les grèves Renault.

Un autre camarade intervient :

— Que voudrais-tu enfin ? Qu'on ouvre les portes de la fête gratuitement aux déshérités ? Tu te fais l'avocate de la veuve et de l'orphelin. Tu connais bien mal les ouvriers. Ils ont un sens de la dignité que tu ignores. Ils n'aiment pas se faire « rincer », ils ont à cœur de payer leur écot. Et ce n'est pas à nous de leur faire l'affront de leur offrir la charité. Quand ils n'ont pas d'argent, ils luttent pour gagner davantage mais ils ne demandent pas à **Lutte Ouvrière** de faire les sœurs de charité.

Une femme âgée conclut :

— C'est ça, il a raison le camarade, la dignité, c'est la plus grande richesse des travailleurs.

échos de la fête...

● « L.O. » LA DEBAUCHE

Dimanche après-midi, une mère de famille aborde un responsable de Lutte Ouvrière, **« coupable », dit-elle gentiment, d'avoir débauché son fils lycéen. A vrai dire, elle ne le regrette pas trop.** « Je préfère qu'il fasse de la politique plutôt qu'il se drogue » **! Et puis, ajoute-t-elle ensuite :** « Je ne connais pas grand-chose à la politique, mais ce que je sais, c'est que depuis que mon fils milite avec vous, il a une joie de vivre qu'il n'avait pas avant ». **Dont acte.**

● LES ROIS DE LA FETE

Les enfants de Paris et de sa banlieue, habitués des mornes HLM et des maigres espaces cimentés, étaient eux aussi à la fête, livrés à leur fantaisie sur la grande pelouse, ou pris en main par les camarades responsables de la « Place aux Jeunes ». Le « Théâtre du Soleil » avait même préparé un spectacle à leur intention. Et s'il y eut des larmes, ce fut le plus souvent au moment de partir. Les plus petits auraient bien aimé que la fête de Lutte Ouvrière *dure encore plus longtemps.*

● DES SPECTATEURS ACTIFS

L'affluence avait été si grande ce dimanche de Pentecôte que l'intendance avait été quelque peu débordée et que, pour parer a pareil danger pour le lendemain, les camarades chargés de la restauration durent travailler toute la nuit à l'épluchage des pommes de terre, à leur découpage, et à la pré-cuisson des frites. Trois jeunes, qui avaient assisté à la fête le dimanche, et qui avaient décidé de passer la nuit sur le terrain pour ne pas avoir à se redéplacer le lendemain, s'approchèrent alors, et demandèrent s'ils pouvaient donner un coup de main, ce qui ne leur fut évidemment pas refusé. Trois heures plus tard, ils n'ignoraient plus rien de la préparation des frites !

Contrairement à ce que prétendent les partisans des «fêtes sauvages», les spectateurs ne sont pas passifs à la fête de Lutte Ouvrière.

● ANNEXE

Attroupement, à 8 heures du matin, devant un pavillon situé en face de la pelouse où se déroulait la fête. Mais rien de grave : il s'agissait d'un voisin qui avait fait du café et qui, moyennant quelques centimes, en offrait aux garçons et filles frigorifiés qui avaient préféré passer la nuit sur le terrain plutôt que de rentrer chez eux. La fête de Lutte Ouvrière *a trouvé des succursales inattendues.*

● COUP DE MAIN

Ces derniers accords de musique résonnaient encore, les derniers flâneurs quittaient la pelouse avec regret et la dernière séance de cinéma venait de se terminer sur « Le sel de la terre », **qu'il fallait déjà commencer à décrocher les décors des stands, ranger tout le bric-à-brac d'objets, empiler les casiers de bouteilles vides et ramasser les capsules enfoncées dans le terrain par les pas des nombreux participants. Alors, tandis que les gosses venaient chercher leur bonheur parmi les lots restants, quelques visiteurs attardés regardaient avec effarement les premières étapes du démontage du saloon :** « Mais vous devez avoir besoin d'un coup de main avec tout ce travail ! ». **Et, tout spontanément, de grimper sur les tubes métalliques, de donner des coups de marteaux, de détacher les rondins et d'aider avec bonne humeur les camarades au travail. C'était aussi cette entraide sympathique, la fête de** Lutte Ouvrière.

● METRO GRATUIT

Manifestation en gare du Nord, ce dimanche soir de Pentecôte. On chante **l'Internationale.** On scande « Métro gratuit ». Ce sont les 1.500 voyageurs du train spécial de la fête de **Lutte Ouvrière** qui rentrent à Paris !

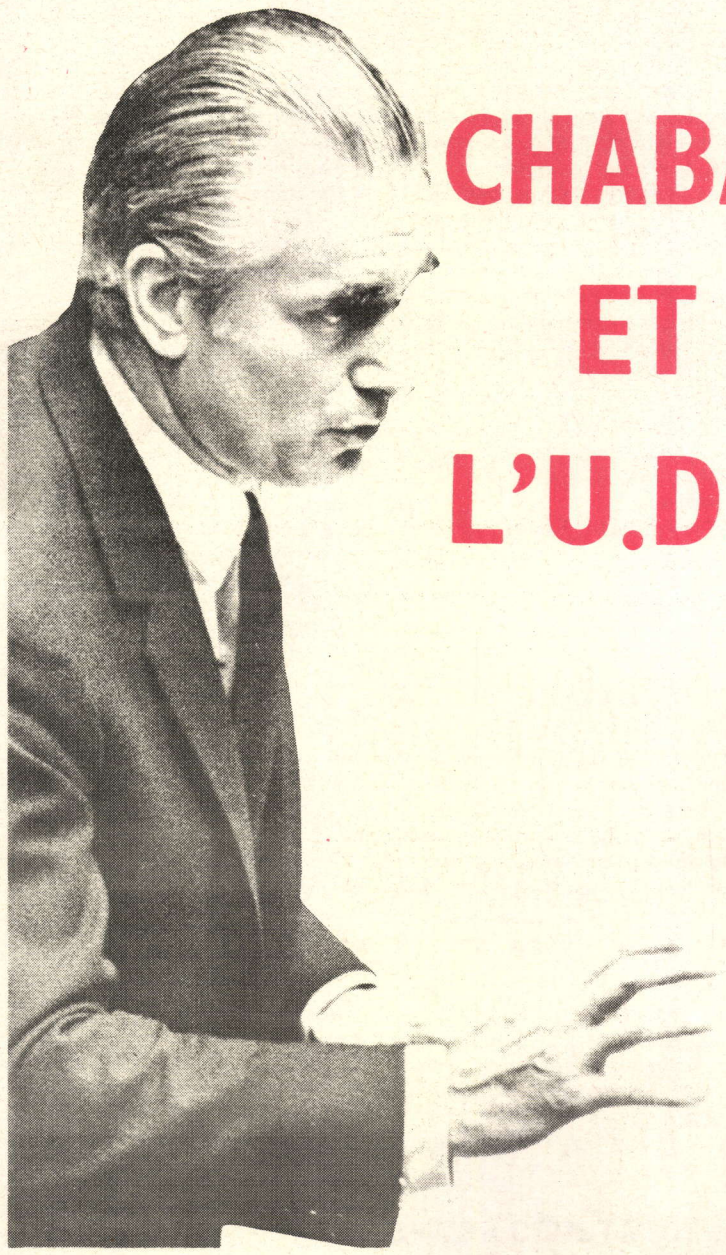
● EN GUISE DE CONCLUSION

Mardi matin, on discutait beaucoup dans les entreprises où Lutte Ouvrière **est présente, et là où des travailleurs s'étaient rendus à notre fête, de cette « Pentecôte 1972 ». Tous ceux qui s'y étaient rendus étaient d'ailleurs enthousiastes. Et au Département 38 (à Renault-Billancourt), un ouvrier expliquait à ses camarades de travail :**

— Si je n'y avais pas été, je ne l'aurais jamais cru. Chacun pouvait dire ce qu'il voulait, dans les discussions. Chacun pouvait même organiser une discussion sur le sujet de son choix, et y défendre ses idées. Il y avait des tas de groupes politiques présents. Et ça discutait ferme.

Et il est vrai que cette atmosphère de liberté qui a marqué Pentecôte 1972 comme elle avait marqué Pentecôte 1971, n'est pas un des aspects mineurs de notre fête. Tous ceux qui avaient des choses à dire, même pour critiquer Lutte Ouvrière, **pouvaient non seulement le dire oralement, mais également confectionner et tirer un tract au stand** « Liberté d'expression », **et le diffuser ensuite dans la fête.**

La fête de Lutte Ouvrière, **c'était aussi la fête de la démocratie ouvrière.**



CHABAN ET L'U.D.R.

LE score (368 à 96) réalisé par Chaban-Delmas à l'Assemblée Nationale a toutes les apparences d'un succès.

Attaqué de toutes parts par des membres de sa propre équipe, le Premier ministre a réussi à redresser, au moins pour un temps, une situation assez sérieusement compromise. Le voilà donc toujours Premier ministre et, dans sa déclaration télévisée, fier de son succès, il a clairement laissé entendre qu'il le resterait jusqu'aux législatives.

Est-ce à dire que c'en est pour autant terminé de la rogne et de la grogne dans les rangs de la majorité ? Doit-on croire que les prochains articles de Poniatowski seront moins critiques voire franchement coopératifs ? Certainement pas. L'opération politique menée à bien par Chaban a été un simple coup d'arrêt et non pas un remède aux revendications qui agitent les députés godillots et leurs « amis » giscardiens.

Ces problèmes par delà la position personnelle du Premier ministre se ramènent tous à une seule question fondamentale : que doit faire la majorité — et à ce mot chaque député pense d'abord à lui et à son poste — pour conserver les millions de voix que les électeurs lui ont donnés jusqu'ici si aisément et ce depuis plus de treize ans ? Car en treize ans l'usure du pouvoir est devenue nettement perceptible ; depuis deux ans, en outre, les scandales sont tels dans les milieux proches de la majorité, voire dans ses propres rangs, que cette usure en a été accentuée. Enfin l'échec du dernier référendum, qui avait pourtant vu le ralliement des centristes et des radicaux, a posé le problème en termes électoraux et bon nombre d'UDR ou compagnons de la majorité ont senti le souffle du vent de la défaite. Cette inquiétude, le besoin de renouveau afin de suppléer à l'usure du pouvoir, ont conduit bien des parlementaires à jouer consciemment ou inconsciemment le jeu des giscardiens en faisant du Premier ministre le responsable de tout, de l'échec du référendum, du scandale de l'ORTF, de Rives-Henrys, etc., en un mot le bouc émissaire dont l'élimination aurait été salutaire pour la communauté gaulliste.

C'était évidemment prendre un risque considérable, celui de l'éclatement de l'UDR et donc de la dispersion des candidatures devant l'électorat ; or, pour en avoir largement bénéficié dans le passé, chaque député sait bien que la loi électorale favorise les grandes formations homogènes. C'est bien entendu sur ces thèmes que *La Nation* a fait campagne et que Chaban Delmas a fondé sa contre-attaque. Au lieu de laisser se développer une opposition qu'il jugeait non seulement stérile mais dangereuse pour l'avenir au sein même de la majorité, le Premier ministre a pris ses risques. Pompidou l'a autorisé à le faire « s'il le jugeait souhaitable ». Autrement dit, le président de la République prenait ses distances sans pour autant désapprouver l'opération. Il laissait à Chaban Delmas l'initiative de se présenter devant les députés et à ces derniers l'initiative de l'approuver ou de le désapprouver s'ils le jugeaient nécessaire. Dans le meilleur des cas, le vote en faveur de Chaban rejaillirait sur lui. Dans le pire des cas, lui, Pompidou, restait en dehors du coup et... en place évidemment.

Bref, dans ce monde peuplé de faux amis, de vrais faux jetons et de compagnons de parti récalcitrants, Chaban, Premier ministre parfaitement représentatif de ce panier de crabes, a choisi de placer les frondeurs devant leurs responsabilités. Et cela a payé, tous ou presque, y compris les giscardiens et Poniatowski lui-même, lui ont voté la confiance.

Non pas que tous se soient miraculeusement ralliés à la politique et à la personne du Premier ministre qu'ils critiquaient encore ouvertement la veille. Non pas qu'ils aient renoncé à en faire le bouc émissaire des difficultés de l'UDR. Mais Chaban en engageant lui-même la contre-offensive à un moment choisi par lui, ne leur a probablement pas laissé le temps de se mettre d'accord sur un éventuel remplaçant. Faute d'avoir sinon une autre politique, on ne voit pas laquelle, du moins une autre personnalité non contestée — et l'unanimité doit être extrêmement difficile à faire dans les rangs des oppositionnels majoritaires — les députés frondeurs ont consacré Chaban dans ses fonctions.

Voilà le Premier ministre regaillardi, voilà la fronde parlementaire pour un temps muselée, mais les problèmes de l'UDR restent entiers.

Il est vrai que ce qui se passe dans le panier de crabes de la majorité n'a pas d'incidence directe sur la situation économique et sociale du pay En fin de compte si la majorité a c oisi de renouveler sa confiance à Chaban c'est qu'il lui était certainement impossible de trouver dans ses rangs un homme politique susceptible de mener la même politique anti-sociale que Chaban tout en apparaissant aux yeux de la population comme un homme tout neuf, non compromis par son passé au pouvoir.

Au fond c'est un bon signe pour les travailleurs qui vomissent en bloc les Chaban, les Pompidou, les Giscard et autres outsiders du pouvoir. Cette réaction de classe, il faut espérer qu'elle jouera aussi contre les prétendus hommes de gauche qui vont venir solliciter les voix des travailleurs pour mener ensuite une politique qui ne sera guère différente fondamentalement de celle des serviteurs actuels de la bourgeoisie.

Colette BERNARD.

La nouvelle société, façon 1972

IL y en aura pour tout le monde : pour les vieux, les jeunes et les femmes. C'est ce qu'a promis Chaban-Delmas dans le discours qu'il a prononcé mardi dernier à la Chambre, et par lequel il sollicitait la confiance des députés. Jeudi soir, à la télévision, il n'a pas hésité à en rajouter encore, en promettant les 1.000 F minimum dans dix-huit mois.

Les jeunes possédant une qualification professionnelle pourront recevoir une allocation d'attente au cas où ils ne trouveraient pas de travail au sortir de l'école, ce qui risque fort de leur arriver dans la « nouvelle société. Les vieux toucheront 1 F de plus par jour, et ce grâce à une mesure révolutionnaire : une partie du produit de la vente de la vignette-auto leur sera enfin versée. Comme on le sait, la vignette fut instituée soi-disant pour subvenir aux besoins des vieux travailleurs. Mais les fonds extorqués ainsi aux automobilistes ont toujours eu une autre destination. Cela rend optimiste quant aux propos de Chaban-Delmas aujourd'hui.

Enfin aux femmes, Chaban a promis qu'il veillerait tout particulièrement à l'égalité des salaires masculins et féminins ; lourde tâche à laquelle, n'en doutons pas, le Premier ministre va s'atteler avec l'efficacité et le sens du social que tout le monde lui connait.

Que de mesures hardies ! Que de projets audacieux ! Enfin, M. Chaban-Delmas a tenu, tout de même, à rassurer les plus obtus des députés U.D.R. : ces mesures ne coûteraient presque rien au gouvernement.

De toute façon, devant l'Assemblée nationale, et pour obtenir la confiance, Chaban-Delmas n'avait guère besoin de se mettre en frais. Il a prononcé les mots que les députés de la majorité désiraient entendre. Il a mis son discours sous le signe de l'ordre. Mais la confiance lui était acquise d'avance à l'Assemblée.

Par contre, ce n'est pas le cas dans l'opinion publique qui n'a oublié ni les impôts de Chaban, ni les multiples scandales qui ont éclaboussé l'U.D.R. et le gouvernement, et sur lesquels, d'ailleurs, le Premier ministre a été fort discret.

Chaban-Delmas risque donc d'avoir une campagne électorale difficile, car la nouvelle société façon 1972 sent encore plus le rance que celle de 1969.

Catherine LORRAINE.

A la télé : DES SOURIRES ET DU VENT

JE parle beaucoup pour ne rien dire », *a reconnu le petit marquis en gratifiant les téléspectateurs d'un sourire éclatant.*

On ne saurait mieux résumer l'activité du Premier ministre.

Il a d'abord essayé de faire croire qu'il n'y avait pas de malaise dans la majorité. Quant à son passage sur le petit écran, il n'était pas destiné à tenter de redorer un blason singulièrement terni, mais à « informer la population », *puisque* « le Premier ministre est au service de tous les Français ».

L'affaire Rives-Henrys ? La bienveillance dont celui-ci a bénéficié de la part de ses amis politiques ?

Rien de plus normal : prendre des mesures à son encontre, c'eut été « le début de l'univers totalitaire » !

Le scrutin truqué qui permet d'élire un député UDR avec 34.000 voix alors qu'il en faut 134.000 pour un député communiste ? il n'est « pas convenable » *de comparer ces deux chiffres : c'est* « piper les dés » !

Même musique en ce qui concerne l'économie.

Il faut distinguer « le chômage vrai » *du* « chômage apparent dans les statistiques » *; il serait* « vraiment très difficile de descendre beaucoup en dessous de la situation actuelle » *et d'ailleurs* « l'emploi est une des lumières de la situation française ».

Voilà qui fera plaisir aux 500.000 chômeurs !

Quant au mécontentement des travailleurs, il serait sans raison. La retraite n'est plus un problème... pour Chaban tout du moins. De plus, Chaban promet qu'il n'y aura plus de salaire inférieur à 1.000 F par mois... en 1974.

Alors, après une mesure pareille qui oserait encore revendiquer ?

Il n'en reste pas moins qu'il s'agit là de la première promesse électorale des prochaines législatives.

Mais, avec l'espoir « que les Français puissent me supporter encore neuf mois », *c'est aussi l'annonce par Chaban qu'il restera Premier ministre jusqu'en mars 1973.*

Pompidou avait besoin d'un autre Premier ministre, l'UDR d'un autre leader. N'en ayant pas trouvé, ils se contenteront de ce qu'ils ont.

A la Chambre face à la majorité, à la télé face à la population, Chaban a tenté de prouver qu'il faisait l'affaire.

Après tout, le petit marquis non-imposable n'est-il pas le meilleur représentant que ses compères puissent trouver ?

Louis BERTRAND.